



Facilité alimentaire de l'Union européenne
JETER LES BASES DES
ACTIONS À VENIR

Examen des résultats initiaux de projets sélectionnés



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou d'autres fins commerciales, y compris pour fins didactiques, pourrait engendrer des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie).


Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Photo de couverture: ©FAO/Danfung Dennis

© FAO 2011

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	2
Abréviation	3
1. Introduction	4
1.1 La Facilité alimentaire de l'Union européenne (UE)	4
1.2 Objet du rapport	6
2. Résultats initiaux de projets sélectionnés au titre de la Facilité alimentaire de l'UE	8
2.1 Distribution de semences, d'engrais et d'autres intrants agricoles	8
2.2 La multiplication des semences et le développement de l'industrie semencière	11
2.3 La mécanisation et le relèvement de l'infrastructure rurale	13
2.4 Activités de renforcement des capacités et de formation	14
3. La Facilité alimentaire de l'UE et la sécurité alimentaire mondiale durable	20
4. Les enseignements tirés	23
5. La voie à suivre	25
Annexe: les fiches d'informations des projets de la Facilité alimentaire de l'UE	27



REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été préparé par Jacques de Graaf, Takashi Takahatake et Alexander Jones. Les fiches d'informations ayant servi à sa préparation ont été compilées par Jacques de Graaf, Takashi Takahatake, Luis Dias Pereira, Alberto Suppa, Ben O'Brien et Mohammed Manssouri. La direction générale a été assurée par les hauts fonctionnaires du Département de la coopération technique de la FAO, et plus particulièrement par Garry Smith et Suzanne Raswant.

Des remerciements particuliers sont adressés aux fonctionnaires de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation au Siège, aux gestionnaires des projets au titre de la Facilité alimentaire de l'Union européenne, aux coordinateurs et autres personnels sur le terrain, ainsi qu'aux fonctionnaires des Représentations de la FAO qui ont fait part de leurs suggestions et de leurs alliés durant l'élaboration des fiches d'informations.

ABRÉVIATION

APD	Aide publique au développement
BM	Banque mondiale
CGA	Cadre global d'action
EC	Commission européenne
FED	Fonds européen de développement
EUFF	Facilité alimentaire de l'Union européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HLTF	Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire
IARBIC	Projet d'intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants
ILASA	Initiative de l'Aquila sur la sécurité alimentaire
ONG	Organisation non-gouvernementale
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PAM	Programme alimentaire mondial
PCT	Programme de coopération technique
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PMASA	Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
USD	Dollar des États-Unis
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

1. INTRODUCTION

Ces dernières années ont été riches en défis pour la sécurité alimentaire mondiale. Sous l'effet conjugué de la flambée des prix des denrées alimentaires et de la crise financière mondiale de 2009, 105 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans la faim et la malnutrition. Ces événements constituent une menace pour la sécurité nutritionnelle et alimentaire mondiale et font apparaître une foule de défis sur le plan humanitaire, des droits de l'homme, socio-économique, environnemental, développemental, politique et de la sécurité. La crise alimentaire mondiale met en danger des millions de personnes parmi les plus vulnérables dans le monde, et menace d'effacer les acquis enregistrés dans la lutte pour la réduction de la pauvreté et de la faim sur la voie de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Elle appelle une réaction urgente, globale, cohérente et coordonnée.

Quoi que les prix de nombreux produits de base aient baissé en 2009, en particulier du fait de la crise

financière et du ralentissement de la demande, les nouvelles hausses de prix survenues en 2010 et leur volatilité persistante donnent à penser que les prix à moyen et à long terme resteront sensiblement supérieurs à leur niveau de 2004, et que la crise restera d'actualité à l'échelle mondiale. Si elle risque de se faire sentir avec plus d'acuité dans les zones urbaines, il reste que quelque 70 pour cent des 1,1 milliard de pauvres vivent dans les zones rurales et dépendent de la productivité des écosystèmes pour leurs moyens d'existence. Parmi les pauvres ruraux, nombreux sont les petits exploitants qui n'ont guère de moyens de tirer parti de la hausse des prix des denrées alimentaires faute de pouvoir disposer des intrants, des moyens d'investissement et de l'accès aux marchés.

1.1 La Facilité alimentaire de l'Union européenne (UE)

Face aux menaces pesant sur la sécurité alimentaire mondiale, les dirigeants mondiaux ont examiné les

ENCADRÉ 1:

Bref aperçu des mesures prises à l'échelle internationale en réponse à la crise alimentaire mondiale

Le Cadre global d'action – Juillet 2008

Le Cadre global d'action (CGA) est un document représentant le consensus auquel sont parvenus le système des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et les grandes organisations partenaires sur les moyens d'affronter la crise alimentaire mondiale de façon coordonnée et cohérente. Le Cadre global d'action élaboré par l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire du Secrétaire général des Nations Unies, suit une double démarche prévoyant la mise en œuvre d'un ensemble de mesures pour contrer la crise alimentaire mondiale comprenant notamment: (i) une action directe visant à remédier à la faim dont souffrent les plus vulnérables; et (ii) des programmes à moyen et à long terme dans les domaines de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et du développement rural visant à éliminer les causes profondes de la faim et de la pauvreté, en particulier grâce à la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate.

Le Cadre global d'action mis à jour en 2010 brosse un tableau plus complet des modalités suivies par les organes du système des Nations Unies pour conseiller les autorités nationales et des activités des nombreuses autres parties prenantes qui s'efforcent de promouvoir la sécurité nutritionnelle et alimentaire. La conclusion de cette mise à jour est que les analyses et les développements spécifiques du premier Cadre global d'action conservent toute leur pertinence, mais qu'il reste beaucoup à faire pour harmoniser les politiques dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de l'emploi rural, de la protection sociale, de l'amélioration de la nutrition, du changement climatique et de l'action humanitaire. Dans le cadre actualisé, qui reste fidèle à l'approche en deux temps, les domaines jugés prioritaires sont la durabilité environnementale, la parité hommes-femmes, les conditions préalables à l'amélioration de la nutrition, et les besoins de ceux qui sont le moins à même de jouir de leur droit à

l'alimentation. Il est pris acte du fait que s'il incombe en premier lieu aux États d'assurer la sécurité nutritionnelle et alimentaire pour tous, une foule d'autres acteurs ont un rôle vital à jouer.

La Déclaration commune de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale – L'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale (ILASA) – Juillet 2009

À la réunion du G8 de juillet 2009, 27 pays, l'Union européenne et 15 organisations internationales ont adopté la Déclaration commune de L'Aquila affirmant que la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable devaient rester une priorité du débat politique. À cette réunion, le G8 a lancé l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire (ILASA), qui soutient vigoureusement la double approche et reconnaît le lien entre croissance économique et progrès social de même qu'entre paix et stabilité politique.

L'ILASA reconnaissait que pour renforcer la capacité de production vivrière mondiale, il était urgent de pouvoir disposer de financements soutenus et prévisibles et d'investissements ciblés accrus. Les engagements pris en faveur de l'augmentation de l'aide publique au développement (APD) devaient être tenus, et la tendance à la baisse de l'APD et du financement national en faveur de l'agriculture renversée. À ce jour, 12 pays et l'Union européenne ont annoncé des contributions pour un total de 22,4 milliards d'USD au titre de l'ILASA. Sur ce total, 6,1 milliards d'USD étaient "en plus des dépenses prévues antérieurement". La plupart des contributions annoncées au titre de l'ILASA devaient être administrées par le biais des canaux de financements bilatéraux. Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (PMASA), un fonds de financement intermédiaire de la Banque mondiale, établi sous les auspices de l'ILASA, est déjà à l'œuvre et a approuvé des subventions à huit pays pour un total de

321 millions d'USD afin d'aider à atténuer la pauvreté au moyen d'investissements compatibles avec le Cadre global d'action.

La Déclaration de Rome– Novembre 2009

Au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui s'est tenue à Rome au mois de novembre 2009, les gouvernements ont adopté la Déclaration de Rome. Les signataires sont convenus d'entreprendre toutes les actions nécessaires au niveau national, régional et mondial pour enrayer l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim, de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire moyennant la mise en œuvre des cinq principes pour une sécurité alimentaire mondiale durable énumérés ci-après :

Principe 1: Investir dans des plans pris en charge par les pays, visant à affecter les ressources à des programmes et des partenariats bien conçus et axés sur les résultats.

Principe 2: Stimuler une coordination stratégique aux niveaux national, régional et mondial pour améliorer la gouvernance, favoriser une meilleure allocation des ressources, éviter les chevauchements d'efforts et identifier les insuffisances des réponses.

Principe 3: S'efforcer d'adopter une double approche globale de la sécurité alimentaire.

Principe 4: Veiller à ce que le système multilatéral joue un rôle important grâce à des améliorations continues au regard de l'efficacité, de la réactivité, de la coordination et de l'efficacité des institutions multilatérales.

Principe 5: S'efforcer d'adopter une double approche globale de la sécurité alimentaire partenaires, à l'investissement dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, avec mise à disposition rapide et fiable des ressources nécessaires, dans le cadre de plans et de programmes pluriannuels.

modalités d'une action urgente dans le cadre de plusieurs réunions à haut niveau, à l'occasion notamment du Sommet mondial de 2009 sur la sécurité alimentaire, et de deux sommets consécutifs du G8. Des cadres communs de réponse programmatique ont été établis au moyen du Cadre global d'action, de l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire (ILASA) et des principes de Rome (voir encadré 1).

L'Union européenne a été à l'avant-garde de ce mouvement, allouant généreusement un milliard d'euros dans le cadre de la Facilité

alimentaire de l'Union européenne au titre des réactions rapides à la crise alimentaire. Cette contribution, formalisée en décembre 2008 en étroite collaboration avec l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire du Secrétaire général des Nations Unies, a été l'une des premières mesures à grande échelle prises par les donateurs en réponse à la crise, et elle a permis non seulement de financer des programmes substantiels d'intervention au niveau des pays, mais également d'élaborer un modèle opératoire pour d'autres initiatives.

ENCADRÉ 2:

Aperçu de la Facilité alimentaire de l'UE

La Facilité alimentaire est un **instrument de réponse rapide** et ses mécanismes d'exécution ont été choisis en conséquence. La plupart des fonds ont été acheminés par le biais des **Organisations internationales appartenant à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire**. Ces organisations ont déjà mis en place des cadres d'assistance et de dialogue sur les politiques, qu'il est facile de renforcer et de perfectionner.

Plus de 550 millions d'euros de financements au titre de la Facilité alimentaire sont acheminés par le biais des organisations internationales. Le 15 mai 2009, la Commission européenne a signé le premier accord de contribution au titre de la Facilité alimentaire avec trois organisations des Nations Unies comme partenaires opérationnels: la FAO, l'UNRWA, et l'UNICEF et le 26 mai avec le PAM pour un total de 212 millions d'euros. Des accords semblables sont en cours de conclusion avec la Banque mondiale, le FIDA, le PNUD et l'UNOPS.

Afin de promouvoir la **participation des acteurs non étatiques** (ONG) et les autres entités pertinentes telles que les agences de coopération des États membres de l'UE dans la mise en œuvre du programme, l'UE a fourni 200 millions d'euros pour des appels à propositions de ces institutions. L'appel a été lancé le 26 mai 2009 et il visait **35 pays en développement** choisis parmi les 50 pays admissibles en priorité à la Facilité alimentaire.

Pour certaines activités, il y a une **valeur ajoutée régionale**, telles que facilitation des échanges commerciaux, harmonisation des politiques et des réglementations. Ce genre d'activité sera pris en charge par les **organisations régionales**, telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, pour un montant de **60 millions d'euros**. Enfin, une partie du programme sera mise en œuvre dans le cadre des **budgets nationaux** des pays bénéficiaires au moyen de mesures de soutien au budget pour un montant de **165 millions d'euros** dans la troisième phase.

Source: site Web de l'UE.

La Facilité alimentaire vise à jeter un pont au dessus de la période de transition entre l'aide d'urgence et l'aide au développement à plus long terme dans les pays en développement les plus touchés par la crise. Lancée en 2009, elle a pour objectif premier:

- (i) d'encourager une réaction positive, du côté de l'offre, du secteur agricole des pays et régions cibles;
- (ii) de soutenir des activités destinées à apporter une réponse rapide et directe en vue d'atténuer les effets négatifs de la volatilité des prix alimentaires sur les populations locales, conformément aux objectifs poursuivis en matière de sécurité alimentaire mondiale, y compris les normes des Nations Unies en matière de besoins alimentaires;
- (iii) de renforcer les capacités de production et la gouvernance du secteur agricole afin d'améliorer la pérennité des interventions.

La Facilité alimentaire de l'Union européenne s'ajoute aux autres instruments de développement mis en œuvre par l'Union européenne. Sur les 550 millions d'euros de financement mis à la

disposition des organisations internationales par la Facilité alimentaire, 228 millions d'euros (environ 314 millions d'USD) ont été confiés à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui s'en est servi pour mettre en œuvre 30 projets dans 28 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

1.2 Objet du rapport

À l'approche de l'échéance, à la mi-2011, de projets au titre de la Facilité alimentaire de l'Union européenne, la FAO a commencé un exercice consistant à **documenter les résultats initiaux** de projets sélectionnés dans **13¹ des 28 pays** dont la mise en œuvre lui avait été confiée dans le cadre de la Facilité alimentaire de l'UE. Ces treize pays ont été choisis en fonction du degré d'avancement des projets, de la diversité des activités représentées et de la diversité des régions où ils sont mis en œuvre. Ces projets étant encore en cours d'exécution, il est trop tôt pour en

¹ Afghanistan, Bangladesh, République démocratique du Congo, Guatemala, Honduras, Kenya, Lesotho, Niger, Pakistan, Philippines, Sierra Leone, Zambie et Zimbabwe

évaluer le plein impact sur la production vivrière et la sécurité alimentaire. L'examen a par conséquent porté sur les réalisations des projets par rapport aux objectifs originaux de la Facilité alimentaire de l'UE.

Pour chaque projet sélectionné, une fiche d'information (voir annexe 1) a été préparée à partir des systèmes de suivi des projets ainsi que d'interviews avec les coordinateurs de projets, le

personnel de soutien au siège de la FAO et les autres parties prenantes intervenant au niveau du pays. Sur la base de ces fiches d'informations, le rapport fournit aux responsables des politiques compétents en matière de Facilité alimentaire de l'UE et à la communauté du développement de manière plus générale un aperçu des résultats et produits initiaux des projets, des enseignements tirés des projets et des suggestions sur la marche à suivre.

2. RÉSULTATS INITIAUX DE PROJETS SÉLECTIONNÉS AU TITRE DE LA FACILITÉ ALIMENTAIRE DE L'UE

La problématique de la sécurité alimentaire¹ présente de nombreuses facettes qui supposent des modes d'intervention très diversifiés. Les programmes d'aide d'urgence à court terme visent généralement à améliorer les **disponibilités physiques** en denrées alimentaires, et la nécessité d'une réponse rapide appelle des modes d'intervention simples tant sur le plan de la conception que de l'exécution. Toutefois, comme la Facilité alimentaire vise à jeter un pont entre l'aide d'urgence à court terme et le développement à long terme, il faut également prendre en compte les autres dimensions de la sécurité alimentaire, notamment les mesures visant à améliorer **l'accès aux aliments, l'utilisation des aliments et la stabilité de la sécurité alimentaire** dans le temps.

Les projets au titre de la Facilité alimentaire s'inscrivant dans un cycle biennal, il y a des limites à ce qui peut être accompli, mais les projets mis en œuvre par la FAO ont repoussé les limites en s'efforçant d'aborder la question de la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions. Au nombre des principaux types d'intervention figurent: (i) **la distribution de semences, d'engrais et d'autres intrants agricoles** (outils, équipement et machinerie, notamment), au moyen bien souvent de

mécanismes novateurs comme le système des coupons; (ii) **la multiplication des semences et le développement de l'industrie semencière** afin de renforcer la disponibilité de semences de qualité; (iii) **la mécanisation et l'amélioration des infrastructures rurales**; et (iv) **les activités de renforcement des capacités et de formation** pour renforcer les capacités techniques des exploitants et des groupements d'agriculteurs de développer leurs cultures, de promouvoir des pratiques agricoles durables et de diversifier la production agricole et les possibilités de créer des revenus. On trouvera dans ce chapitre un bref examen de ce type d'intervention, illustré au moyen d'exemples concrets de projets au niveau du pays.

2.1 Distribution de semences, d'engrais et d'autres intrants agricoles

Les projets au titre de la Facilité alimentaire de l'UE ont fourni aux petits exploitants un filet de protection permettant d'améliorer la productivité en apportant leur appui à divers programmes ciblés visant à fournir

¹ La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (Sommet mondial de l'alimentation 1996).



des intrants indispensables comme de l'outillage, des semences de qualité adaptée aux besoins locaux, des engrais, des aliments pour les animaux, des petites pompes pour l'irrigation et des médicaments et des services vétérinaires. En facilitant la distribution de ces intrants agricoles, ces projets ont tenté de promouvoir la production afin non seulement d'accroître les disponibilités alimentaires pour la consommation des ménages mais également pour pouvoir les vendre sur le marché.

Dans certains cas, la distribution des intrants a pu être organisée sous la forme de **foires aux intrants agricoles**, méthode qui connaît un véritable engouement dans bien des régions où travaille la FAO. Dans le cadre de ce système, des coupons pourvus d'une valeur monétaire sont distribués aux agriculteurs ayant été identifiés comme nécessitant une assistance. Les agriculteurs se rendent à ces foires et «achètent» les intrants agricoles et les semences de leur choix, en fonction de ce qu'ils estiment être les articles qui répondent à leurs besoins spécifiques.

Ces foires aux intrants peuvent également avoir des retombées avantageuses. L'avantage pour les fournisseurs c'est que la demande est plus grande puisque les coupons donnent aux agriculteurs les moyens d'acheter des intrants. Cela stimule l'économie locale et peut encourager les fournisseurs à étendre leur activité à des zones plus reculées, ce qui est avantageux pour eux-mêmes et pour les agriculteurs. Les achats peuvent être faits en espèces ce qui accroît la disponibilité des intrants au niveau de la communauté. Les foires aux intrants peuvent également offrir des possibilités informelles de formation grâce aux rencontres entre les personnels de la vulgarisation qui participent à ces foires, les négociants et les agriculteurs, qui favorisent l'échange de connaissances et d'idées.

Au Lesotho, par exemple, les foires organisées dans le cadre du projet au titre de la Facilité alimentaire sont devenues un événement social très en vue qui rassemble quantité de gens dans des régions reculées. De nombreux agriculteurs locaux ont participé à ces foires, alors même qu'ils n'avaient pas été sélectionnés comme bénéficiaires du projet. Certains d'entre eux ont acheté des intrants en payant en espèces pour les

utiliser dans leur propre production agricole. Les foires ont également constitué un marché pour les producteurs locaux de semences de qualité de variétés à pollinisation libre (OPV), qui ne sont pas toujours disponibles auprès des fournisseurs commerciaux. Ce projet a permis de rendre accessibles les tests et les renseignements concernant le VIH et le SIDA pour les agriculteurs dans tout le pays en invitant Population Services International, et les organisations de lutte contre le SIDA à fournir ces services durant les foires. Dans des circonstances normales, les distances à parcourir pour pouvoir bénéficier de ces services sont telles que les communautés n'y ont pas accès.

Au Niger, par ailleurs, le projet au titre de la Facilité alimentaire tire parti des 12 ans d'expérience de la FAO dans la mise en place d'un réseau de **boutiques d'intrants agricoles, appartenant à des groupements d'agriculteurs et géré par eux**. Ces boutiques, dont le succès est manifeste et qui jouissent d'une certaine notoriété dans la région, avaient été lancées pour faciliter l'accès des agriculteurs à des intrants agricoles de qualité et l'échange et la diffusion de l'information sur les techniques de production agricole. Elles font office de **centrale d'achat pour les intrants agricoles qu'elles achètent en gros et revendent en petites quantités** adaptées aux besoins et à la trésorerie des agriculteurs. Les achats se paient exclusivement en espèces et les intrants sont vendus au prix coûtant. Les boutiques **louent également du petit outillage agricole et dispensent des conseils aux clients**.

Le projet au titre de la Facilité alimentaire de l'Union européenne **en Zambie** a eu recours à un système de coupons qui offre un bon exemple de la façon dont il est possible **d'encourager les agents du secteur privé (agroalimentaire) et de les associer à titre de partenaire à un projet** au niveau local, afin de renforcer les disponibilités en intrants et d'en améliorer la distribution tout en stimulant le développement économique local. L'emploi de coupons électroniques (au lieu de coupons papiers) a permis de réduire la paperasse liée à la fourniture d'intrants subventionnés et a stimulé la concurrence entre les intervenants de la filière agro-alimentaire. Ils ont facilité la création de

rappports clients-fournisseurs entre les petits exploitants et les intermédiaires locaux de l'agroalimentaire, dont les affaires ont tiré un excellent parti du projet. Avec le temps, les intermédiaires en viendront vraisemblablement à acheter également des produits agricoles comme des céréales, des légumes et des oléagineuses, ce qui facilitera l'accès aux marchés pour les exploitants. Le système des coupons qui **allait de pair avec l'adoption des pratiques de l'agriculture de conservation**, a aidé à accroître la production et à sensibiliser les petits exploitants agricoles aux avantages de l'agriculture de conservation en termes d'efficacité et de durabilité par rapport aux pratiques culturales traditionnelles. Grâce à lui, les exploitants ont pu choisir en toute liberté dans quelle culture se lancer et quelles variétés utiliser, et quels outils de l'agriculture de conservation employer (par exemple, la défonceuse Magoye).

Quoique les projets soient encore en cours d'exécution, quelques pays ont déjà signalé une augmentation des rendements de leurs cultures, attribuable en partie à une distribution en temps utile des intrants agricoles. **Au Zimbabwe**, les bénéficiaires du projet ont réussi à obtenir un rendement moyen en maïs d'environ 1,13 tonnes/ha. Cela représente une augmentation de 100 pour cent par rapport au rendement moyen

(0,57 tonnes/ha) des exploitants de la même zone qui n'ont pas bénéficié du projet. Les bénéficiaires ont obtenu un meilleur rendement en maïs que les non bénéficiaires dans toutes les régions à l'exception du district de Hurungwe, où une vague de sécheresse à la mi-saison a affecté les cultures qui avaient été plantées de manière précoce. Pour le sorgho, les bénéficiaires qui avaient reçu des semences ont obtenu de meilleurs résultats que les autres partout, sauf dans le district de Masvingo. Leur rendement moyen en sorgho s'est établi à 0,40 tonne/ha comparé à 0,26 tonne/ha pour les non bénéficiaires (un écart de 54 pour cent). Dans l'ensemble, on estime que le projet a permis de répondre à environ 85 et 28 pour cent des besoins céréaliers annuels totaux des bénéficiaires en maïs et en sorgho respectivement².

Aux Philippines, le projet vise à accroître les rendements en riz en favorisant la mise en place de systèmes de culture intégrée et d'irrigation à petite échelle dans les zones d'agriculture pluviale. Les résultats à court terme sont encourageants, une étude préliminaire faisant état³ d'une **augmentation des**

² Les besoins annuels par tête en céréales sont de 133Kg. Le ménage moyen composé de 5 membres a besoin de 665Kg par an.

³ Preliminary report: Increasing rice yield and productivity through the promotion of small-scale irrigation and integrated crop systems in rainfed areas. Ryo Takahashi. 2010



rendements de l'ordre de 20 pour cent pour les bénéficiaires des projets (2010) par rapport aux résultats moyens (2009) (des analyses ultérieures seront nécessaires). La fourniture de puits tubés de faible profondeur et d'ensembles de pompage et de la formation correspondante permettra aux exploitants agricoles de maintenir durablement ces niveaux de production. Cela se traduira sans doute par une amélioration sensible de la sécurité alimentaire au niveau des ménages en raison de l'augmentation de la production de denrées alimentaires de base et d'excédents commercialisables. Toutefois, comme il s'agit d'un projet **pilote devant servir à orienter les futures activités** en matière d'irrigation à petite échelle dans des zones d'agriculture pluviale et que le nombre de bénéficiaires est restreint, il n'aura vraisemblablement qu'une incidence minime sur la sécurité alimentaire du pays à court terme; son impact à long terme en revanche pourrait être autrement important. Il en découlera **vraisemblablement une certaine amélioration des niveaux nutritionnels des ménages**, liée à la diversification du régime alimentaire rendue possible par l'alternance des cultures en saison sèche, dont le projet se fait le promoteur.

2.2 La multiplication des semences et le développement de l'industrie semencière

Des systèmes semenciers efficaces qui répondent aux besoins **quantitatifs et qualitatifs** en semences sont indispensables au développement agricole et à la sécurité alimentaire. Le secteur informel des semences, pour l'essentiel, celui des semences conservées par les agriculteurs et obtenues par multiplication dans l'exploitation elle-même, est d'une grande importance parce que les petits exploitants pratiquent eux-mêmes la multiplication des semences en particulier pour les cultures vivrières. D'où l'importance des interventions visant à assurer que les secteurs semenciers formels et informels soient en mesure de fournir aux petits exploitants les **quantités** de semences nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire. Par ailleurs, la disponibilité de semences de **qualité** est limitée dans bien des pays en développement et les agriculteurs sont contraints d'utiliser des semences de moindre qualité, ce qui a

pour résultat une production et des rendements faibles. L'obtention de bons niveaux de production dans un pays est largement conditionnée par la disponibilité de semences de qualité.

Plusieurs projets au titre de la Facilité alimentaire de l'UE ont un volet multiplication des semences. Le projet en **Afghanistan**, par exemple, appuie et encourage les entreprises semencière locales dans différentes provinces afin de les mettre durablement en mesure de produire et de vendre une gamme de semences certifiées et de denrées vivrières de base. Il s'efforce également d'obtenir qu'un bien plus grand nombre d'agriculteurs achète des semences certifiées à des prix permettant aux entreprises privées de travailler et de survivre. Par ses interventions, le projet contribue à améliorer la sécurité alimentaire notamment moyennant une augmentation de la productivité du blé à titre de culture prioritaire. En 2010, la **production annuelle de blé a augmenté de 20 pour cent**, grâce essentiellement à un accroissement de l'offre de semences certifiées.

Bien qu'il ne dure que deux ans, le projet en Afghanistan appuie la **stratégie à long terme de développement d'une industrie semencière** décidée par le Ministère de l'agriculture de l'irrigation et de l'élevage et dont la mise en œuvre s'insère dans le Plan cadre pour l'agriculture relevant de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. Il s'inscrit dans le prolongement d'un autre projet financé par la Commission européenne et mis en œuvre par la FAO (GCP/AFG/045/EC), qui vise à accélérer la production et la commercialisation de semences certifiées en Afghanistan, et qui avait fourni un appui de base au démarrage de huit entreprises semencière pilote en 2004. Par la suite 29 autres entreprises semencières privées ont été mises en place dans 11 provinces. Le projet travaille à la création de 20 nouvelles entreprises semencières dans 17 provinces supplémentaires afin de permettre à un plus grand nombre d'exploitants agricoles d'avoir accès à des semences certifiées. Au mois d'août 2010, 11 nouvelles entreprises étaient en activité. La FAO apporte également un soutien à 16 entreprises du secteur privé afin de diversifier la

production semencière et de **créer les conditions préalables favorables à une rentabilité et durabilité à long terme.**

Le projet au titre de la Facilité alimentaire renforce également les institutions étatiques comme l'Institut de recherche agricole d'Afghanistan, chargé de la production de semences primaires, et les entreprises d'État pour l'amélioration des semences, chargées de la production de semences de base, par le biais de la fourniture d'équipements de recherche et de production en vue d'améliorer le contrôle de la qualité et de renforcer la capacité de répondre à la demande croissante du secteur privé.

Au Kenya, la fourniture et la multiplication de semences fourragères ont permis de récolter d'importantes quantités d'herbes et de semences dans des zones où les herbages sont des plus rares. Cela a stimulé la demande locale de foin. Dans bien des cas, la production de fourrage en zones irriguées est plus profitable que celle des légumes. Comme la production de fourrage va de pair avec l'élevage (principal moyen d'existence dans ces zones), ces exploitations tendent désormais à renforcer les systèmes agropastoraux plutôt qu'à entrer en concurrence avec eux.

Au Niger, le projet au titre de la Facilité alimentaire couvre également la multiplication des semences. En permettant un meilleur approvisionnement en semences certifiées, le projet a permis à la population cible d'avoir un meilleur accès aux denrées alimentaires de base et un meilleur approvisionnement, contribuant par là à sa sécurité alimentaire. Les semences certifiées obtenues grâce à l'appui du projet sont les meilleures que l'on puisse trouver sur le marché de l'avis des agriculteurs et de leurs associations. Des semences conditionnées en petites quantités ont reçu un label de marque du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, ce qui témoigne de la confiance qu'inspirent les semences produites sur le plan de la qualité. La composante multiplication des semences du projet a également joué un rôle de catalyseur pour d'autres activités économiques. Les revenus tirés de la production de semences ont été réinvestis dans d'autres activités génératrices de revenus comme l'élevage par

exemple. Dans les régions où c'est la composante maraîchage du projet qui est mise en œuvre, on s'attend aux mêmes résultats. Les activités de formation et de tutorat auprès des organisations d'agriculteurs ont renforcé la cohésion des communautés et des groupes ciblés par le projet.

Au Lesotho, le projet s'est traduit par une augmentation de l'offre. La réponse rapide et directe apportée par le projet a contribué à alléger le fardeau imposé sur les communautés agricoles par les brusques variations des prix des denrées alimentaires (22 551 en 2009 et 12 820 en 2010; 47 pour cent des bénéficiaires étaient des femmes). En **renforçant la capacité** de ménages vulnérables sélectionnés de pratiquer l'agriculture de conservation et **la production de semences à la ferme**, et en apportant un soutien aux travailleurs chargés de la vulgarisation, le projet a réorienté son activité de l'urgence vers le développement à moyen terme. Le fait que plus de 90 pour cent des semences obtenues grâce aux foires aux intrants agricoles concernaient des variétés à pollinisation ouverte est également de bon augure pour les agriculteurs **qui devraient être autosuffisants en semences pour les prochaines saisons.** Grâce à ce projet et à d'autres efforts antérieurs, la capacité nationale de multiplication de semences à la ferme a également pu être renforcée.

Postérieurement au conflit qu'a connu la **République démocratique du Congo (RDC)**, **le projet a entrepris de mettre en place un système de multiplication, de certification et de distribution de semences destinées aux cultures vivrières.** Le projet a aidé les organisations d'agriculteurs à renforcer leur capacité de gestion et d'organisation ainsi que leurs pratiques agricoles et leurs compétences techniques. En réponse à la demande locale de semences de qualité, certaines de ces organisations ont commencé à produire des semences destinées aux cultures vivrières avec l'appui de l'Agence officielle pour la certification de semences (SENASA). Une partie des semences qui seront distribuées en 2011 seront achetées au niveau local auprès de ces organisations. Il convient de poursuivre les efforts pour obtenir de meilleurs résultats en ce qui



concerne la création de systèmes de distribution et de multiplication des semences au niveau local et régional, et de dresser le bilan des enseignements tirés de cette expérience.

2.3 La mécanisation et le relèvement de l'infrastructure rurale

L'accroissement de la production agricole résulte le plus souvent de l'introduction de variétés végétales de meilleure qualité et de la création d'un environnement optimal de nature à permettre aux animaux et aux végétaux de développer pleinement leur potentiel. La mécanisation et le relèvement de l'infrastructure rurale ont toutefois aussi un rôle important à jouer dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.

À chaque étape du cycle qui va des semailles à la récolte en passant par la période où il soigne ses cultures, l'agriculteur a besoin de carburant et d'une gamme adaptée d'outils et d'équipements. La mécanisation de l'agriculture permet d'accroître les emblavures, d'obtenir des rendements supérieurs, en raison notamment de la précision qu'il est ainsi possible d'apporter à l'exécution des différentes tâches. Le relèvement de l'infrastructure rurale a son importance également pour améliorer la production

agricole et les possibilités de revenus. Des investissements dans l'irrigation permettent d'améliorer la productivité des cultures, la mise en place d'installations de stockage et de séchage appropriées permet de réduire les pertes après récolte et l'amélioration du réseau routier et des installations de commercialisation permet de faciliter l'accès au marché et favorise les activités génératrices de revenus.

En Sierra Leone, le projet au titre de la Facilité alimentaire a permis d'équiper des centres d'appui au développement des entreprises agricoles, notamment de batteuses, décortiqueuses et moissonneuses pour le riz ainsi que de motoculteurs, de râpeuses de manioc et d'engrais ce qui améliorera la productivité de l'agriculture. Quoique le projet soit encore en cours de mise en œuvre, certains bénéficiaires **font déjà état d'une amélioration de leurs rendements et de leurs revenus tirés de l'agriculture**. Le projet répond au besoin de groupes cible (42 000 membres des centres d'appui au développement des entreprises agricoles), dont le succès aura à son tour des répercussions positives au niveau de l'approvisionnement et des prix des denrées alimentaires au niveau local, ce qui contribuera à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire au niveau national.

L'un des objectifs du projet au titre de la Facilité alimentaire au **Pakistan** est de **remettre en état et de construire** des canaux d'irrigation et des structures de collecte des eaux. À ce jour, 265 projets de remise en état des systèmes d'irrigation ont été identifiés, et 203 structures de collecte des eaux sont en cours de construction. Les inondations de 2010 ont affecté 63 systèmes d'irrigation identifiés comme devant être remis en état, et quelque 22 700 ménages bénéficieront de ce projet de remise en état. Des évaluations complémentaires sont en cours pour déterminer s'il convient d'identifier de nouveaux sites d'intervention dans les mêmes districts. Le Programme alimentaire mondial (PAM) appuie des activités du type vivres contre travail en rapport avec le travail de la FAO sur ces projets de relèvement de l'infrastructure d'irrigation et de collecte des eaux. Les activités menées conjointement par la FAO et le PAM ont été particulièrement efficaces, grâce à une mise en synergie optimale des deux organisations.

L'entretien et le relèvement de l'infrastructure routière est au centre des activités du projet au titre de la Facilité alimentaire dans la **République démocratique du Congo (RDC)**. La remise en état des routes stratégiques se poursuit afin d'ouvrir les zones de production. Le projet a aussi pour objet de renforcer l'infrastructure pour la production, le stockage, la transformation, la commercialisation et le transport des produits agricoles. Le projet au titre de la Facilité alimentaire se situe entre un projet de secours d'urgence classique (distribution d'intrants et d'outils) et un projet d'investissement à moyen terme (formation dispensée aux organisations, construction/relèvement de l'infrastructure et des équipements).

Le dialogue entre le gouvernement, la FAO et la Délégation de l'Union européenne à Kinshasa a débouché sur un suivi étroit et efficace des activités du projet. Cela a aidé à recentrer les stratégies au profit de la mise en œuvre des activités de relèvement de l'infrastructure, au moyen d'une modification du cadre logique lorsque cela s'est avéré nécessaire. Ce partenariat devrait se prolonger au-delà de l'échéance du projet de sorte que les réalisations des projets puissent servir de rampe de

lancement pour des programmes d'investissement dans l'agriculture plus ambitieux à même de répondre aux besoins d'un pays tel que la RDC.

Au Bangladesh, les volets du projet relatif à la mécanisation de l'agriculture et des pêches comportent la mise en œuvre d'un vaste processus de transfert de technologie. Dans le cadre du volet pêche, le projet vient en aide aux groupements de petits pêcheurs en les aidant à reconstruire une partie de la flottille de pêche détruite par les cyclones de 2007 et 2009 cyclones. En particulier, le projet apporte une aide à l'élaboration de spécifications techniques et sous forme de formation ad hoc aux constructeurs locaux de bateaux pour la construction de bateaux de pêche en bois plus résistants. Il permet par ailleurs l'achat d'embarcations en fibre de verre produites au niveau local. Ces embarcations seront gérées par les groupements de pêcheurs à qui incombera la responsabilité de leur utilisation et de leur entretien. Ces activités offrent d'excellentes possibilités d'accroître la production des pêcheries de manière durable et de contribuer à la sécurité nutritionnelle et alimentaire des pêcheurs qui ont perdu leurs actifs. En outre, ces embarcations assurent une meilleure sécurité des pêcheurs en mer.

Pour ce qui est du volet relatif à la machinerie agricole, sont en cours de distribution 640 motoculteurs, 100 batteuses automotrices pour le maïs et 160 batteuses pour le riz au bénéfice de 320 groupements d'agriculteurs au total ainsi que 10 000 silos à grains et à semences pour atténuer les pertes après récolte. Chaque groupe informel a formé un comité pour gérer l'utilisation des machines. Selon toute vraisemblance la mécanisation aura une forte incidence sur les rendements, grâce en particulier à une meilleure préparation des sols.

2.4 Activités de renforcement des capacités et de formation

Nombre de pays en développement souffrent de faiblesses institutionnelles et ne sont pas en mesure d'offrir les biens publics et/ou les services commerciaux indispensables pour assurer une croissance agricole, un développement rural et une sécurité alimentaire durables. Il convient de renforcer les institutions et de

ENCADRÉ 3:**Renforcement du rôle des promoteurs ruraux au Guatemala**

Au Guatemala, les centres de formation offrent un bon exemple de participation communautaire. Différents types de technologie et de bonnes pratiques - relatives la plupart à l'agriculture de conservation - sont en cours de mise en œuvre dans le cadre du projet au titre de la Facilité alimentaire de l'UE. Les centres sont installés sur les terrains des cultivateurs communautaires qui assument le rôle de *promoteurs ruraux* et utilisent leurs parcelles comme parcelles pilotes pour l'emploi des technologies et des bonnes pratiques présentées par les travailleurs des services de vulgarisation associés au projet, comme l'emploi d'engrais organiques dans le sol, les plantations en cordon, les paillis et les terrasses.

Les *promoteurs ruraux* ont joué un rôle important dans les résultats obtenus au Guatemala. Ils ont favorisé l'échange d'expériences et de meilleures communications au sein de la communauté. On a également constaté que leur travail a permis d'améliorer les liens sociaux existant au sein des communautés en favorisant l'interaction entre leurs membres durant la mise en œuvre des activités du projet.

Le renforcement des liens sociaux est important pour assurer la durabilité des activités du projet. C'est pourquoi les activités visant à renforcer les liens sociaux avec l'institutionnalisation des activités du projet bénéficient d'un

soutien. La première étape dans cette institutionnalisation est la création et le renforcement des conseils communaux de développement. Avec ces conseils, les communautés disposent désormais d'institutions qui expriment leurs besoins, facilitent l'échange de connaissances et organisent les activités communales (ils décident par exemple de l'emploi du compte renouvelable et organisent la participation dans les centres de formation).

La deuxième étape dans l'institutionnalisation des activités du projet fait intervenir les municipalités. Seize maires ont signé des lettres d'accords avec la FAO après le démarrage du projet dans leur municipalité, et se sont déclarés intéressés à y coopérer. Grâce à cette collaboration, certains des travailleurs des services de vulgarisation qui appuient les *promoteurs ruraux* dans leur travail ont été engagés par les municipalités, ce qui a pour effet de transférer la propriété aux maires. La plupart des municipalités reconnaissent désormais le rôle qu'elles ont à jouer dans la vulgarisation et la production agricole et elles allouent à ces activités des fonds qui auparavant étaient alloués aux travaux publics (routes, ponts, etc.). Les maires concernés sont bien informés des activités du projet et ils considèrent qu'elles font partie de leurs propres programmes de développement, ce qui augure bien de leur durabilité.

mettre en place de nouveaux arrangements institutionnels pour faciliter l'adaptation de l'offre aux besoins alimentaires croissants.

La plupart des projets au titre de la Facilité alimentaire comportent un volet relatif au renforcement des capacités axé sur l'augmentation de la production agricole, lequel prévoit que soit dispensée une formation aux **techniques agricoles de production**. Dans certains pays a également été dispensée une formation en matière de **gestion des entreprises et/ou commercialisation des produits**, et plus rarement une formation aux techniques de transformation des produits agricoles. Pour ce qui est du renforcement des institutions une stratégie autour de deux axes se dessine. La majorité des projets préconise des mesures visant à **renforcer les institutions gouvernementales existantes** afin d'offrir de meilleurs services aux agriculteurs. Différents pays proposent également des mesures

visant à **renforcer les capacités des organisations locales** en matière de planification et de gestion, et à renforcer leur capacité de plaidoyer. Dans certains cas, l'effort a consisté à mettre en œuvre des mesures visant à **encourager les partenariats public-privé ou à améliorer la coordination entre les institutions nationales** chargées de l'agriculture et du développement rural.

Au Pakistan, par exemple, il a été convenu avec la contrepartie au projet de mettre en œuvre un plan de création d'une capacité intégrée, associant les autorités nationales et les agriculteurs. Le plan couvre divers domaines de formation thématique comme la réduction des pertes après récolte, les écoles pratiques d'agriculture, les écoles ouvertes pour les femmes. À ce jour, 13 973 ménages dirigés par des femmes ont participé à ces écoles ouvertes (sur un total de 36 041 bénéficiaires du plan de renforcement des capacités). Il s'agit d'un résultat significatif découlant d'une

adaptation des bonnes pratiques de la FAO au contexte spécifique du Pakistan, moyennant, par exemple, le recours à des formatrices femmes dans des regroupements de ménages. En renforçant les capacités des femmes, en particulier dans la petite production maraîchère, le projet vise à générer des possibilités de revenus supplémentaires pendant la contre saison, et partant à contribuer à la **stabilité des approvisionnements alimentaires et à la diversification des régimes alimentaires**.

Le projet encourage les groupements d'agriculteurs au niveau de la communauté pour assurer un appui technique efficace. Quatre types de groupes ont été mis sur pied: les cultivateurs de céréales; les cultivateurs de légumes; les associations d'utilisateurs d'eau; et les centrales d'équipement. Ces groupes ont joué un rôle de premier plan dans les activités de promotion des méthodes d'entreprise auprès des exploitations familiales, notamment en ce qui concerne la production de légumes en contre saison. La distribution de semences de légumes et la formation dispensée aux groupes d'agriculteurs devraient favoriser l'éclosion de petites entreprises agroalimentaires génératrices de revenus complémentaires. On attend un impact particulièrement positif sur les ménages dirigés par des femmes

Le volet machinerie du projet représente un transfert important de technologie qui aura très vraisemblablement un effet positif sur la production agricole. En vue d'en assurer la pérennité, 100 centrales d'équipement au total ont été créées chargées de réceptionner, gérer, utiliser et entretenir les machines-outils fournis par le projet. Des directives de fonctionnement ont été élaborées afin de définir les rôles et les responsabilités des membres des centrales d'équipements et de s'assurer que les biens distribués sont utilisés comme il se doit.

En Sierra Leone, des activités de renforcement des capacités font partie intégrante du projet au titre de la Facilité alimentaire de l'UE et visent à en assurer la durabilité à long terme. Le projet a pour objet de mettre en place des centres d'appui au développement des entreprises agricoles, confiés aux organisations de producteurs et gérés par elles, ayant pour mission de

commercialiser les produits des petits exploitants agricoles. **On procède actuellement à l'élaboration et au contrôle du matériel de formation** portant sur l'organisation et la direction de groupe, la gestion des centres d'appui au développement des entreprises agricoles et la comptabilité de base et du matériel destiné aux machinistes et aux gérants des boutiques. Des **sessions de formation** au profit des membres du conseil des centres d'appui ont eu lieu sur des thèmes comme la gestion de base des entreprises, l'entrepreneuriat, les compétences en matière de gouvernance/leadership et la gestion financière de base (à savoir, tenue des registres, gestion du budget et des actifs). Les gérants des boutiques et les opérateurs d'équipement ont également reçu une formation sur l'utilisation et l'entretien des motoculteurs, et une formation ultérieure est prévue en ce qui concerne les décortiqueuses de riz, les râpeuses de manioc et les autres petits équipements agricoles.

Nombreuses sont les organisations de producteurs à la tête des centres d'appui au développement des entreprises agricoles qui sont le produit des écoles pratiques d'agriculture. La capacité de promouvoir l'expérimentation et l'apprentissage sur le terrain est l'une des clés du succès dans la conversion de la petite agriculture familiale à l'agriculture commerciale et dans le développement du réseau des centres d'appui. Un programme de développement des écoles pratiques d'agriculture doit se fonder sur un réseau bien organisé et bien rodé de facilitateurs communautaires (fonctionnaires gouvernementaux de la vulgarisation) et de facilitateurs agriculteurs (en fait des agriculteurs qui prennent la direction des écoles). Le projet au titre de la Facilité alimentaire de l'UE a offert un cours intensif sur quatre mois **de formation de formateurs des écoles pratiques d'agriculture**, qui a permis de former 42 coordinateurs de district des programmes de conversion des petites exploitations à l'agriculture commerciale, qui sont déjà en train de mettre en pratique leurs compétences nouvellement acquises. Le projet apporte une aide à la création de 370 écoles et se fait le promoteur d'outils tels que l'analyse des agro-écosystèmes, la gestion intégrée des cultures et le développement participatif de technologies pour améliorer les techniques et culturelles et intensifier la production.

ENCADRÉ 4:**Conservation agriculture**

L'agriculture de conservation préconise une méthode de production économe en ressources et orientée vers une agriculture rentable et durable, respectueuse de l'environnement. Elle repose sur trois principes de base: labour minimum, couvert végétal permanent et rotation des cultures. Toutes les exploitations quelle que soit leur taille et tous les systèmes agro-écologiques sont susceptibles d'en retirer des

avantages substantiels, mais ce sont sans doute les petits exploitants qui ont le plus intérêt à l'adopter rapidement, en particulier ceux qui ont des problèmes aigus de main d'oeuvre. Elle a fait ses preuves dans des zones agro-écologiques et des systèmes d'exploitation très divers et les praticiens considèrent qu'elle constitue un outil valable de gestion durable des terres.

Le projet au titre de la Facilité alimentaire au **Honduras** est intéressant puisqu'il s'agit d'un projet d'urgence qui s'inscrit dans un cadre de développement à long terme. Outre la distribution d'intrants, le projet aborde aussi les questions touchant la gouvernance et le développement institutionnel. Il s'attaque également aux problèmes relatifs aux approvisionnements alimentaires, à l'accès aux aliments et à la stabilité alimentaire dans les zones rurales du Honduras par le biais de l'amélioration des systèmes agricoles, de la productivité et de la capacité de gestion des cultures après récolte des cultivateurs pratiquant l'agriculture de subsistance en zone sèche. Le projet apporte une aide sous la forme d'**intrants et de formation** à 11 000 ménages. Sur ces 11 000 ménages, 1 500 ont bénéficié de la fourniture de silos de stockage; 800 d'un soutien à la création de jardins potagers d'arrière-cour (qui contribuent à une meilleure utilisation des aliments et à une plus grande stabilité alimentaire grâce à la diversification des cultures); 400 ont bénéficié d'une aide à l'élevage de volailles (sous la forme de volailles et d'aliments pour la volaille); et 300 ont bénéficié de l'installation de systèmes de collecte des eaux pluviales. Le projet joue également un rôle dans l'amélioration du cadre institutionnel et de gouvernance du pays, en particulier au niveau local, en établissant des partenariats avec les municipalités et en soutenant les organisations communales telles que les cajas rurales (groupes communautaires d'épargne et de crédit). Souvent les municipalités apportent un appui supplémentaire aux activités du projet. Le projet a également mis en place des alliances stratégiques avec de nombreuses ONG pour améliorer l'impact des activités.

En **RDC**, le projet a contribué à la création de 90 organisations d'agriculteurs de base avec l'appui d'une ONG locale. Plus de 200 leaders ont reçu une formation en matière de gestion et d'organisation et 3 500 agriculteurs ont reçu une formation technique aux pratiques agricoles. Grâce à cela, quelques 36 000 agriculteurs ont pu commencer des activités de production vivrière. En combinaison avec la reconstruction de l'infrastructure, les activités de développement des capacités sont un pas important vers la mise en place de filières intégrées de valeur alimentaire. Les prochaines étapes consisteront à renforcer les organisations d'agriculteurs, à renforcer les liens commerciaux entre négociants, transformateurs et transporteurs, et à mettre les informations commerciales à la disposition de tous les acteurs.

2.4.1. Le renforcement des techniques de production de l'agriculture durable

Les investissements dans le domaine de la sécurité alimentaire peuvent conduire à une meilleure capacité d'adaptation à long terme des communautés rurales selon que l'amélioration du revenu et de la production alimentaire des petits cultivateurs est ou non durable. Quantité de facteurs entrent en jeu, y compris la transformation de l'environnement de production en raison des changements climatiques et de la mise en concurrence éventuelle de la production vivrière et de la production de cultures énergétiques. Des mesures de sauvegarde doivent toutefois être prises— restaurer les sols dégradés et éviter qu'ils ne se dégradent davantage, utiliser l'eau de manière plus efficace, assurer la biodiversité et des agro-écosystèmes (en privilégiant les variétés locales, la terre, les bassins versants et les autres ressources),

en utilisant la recherche pour renforcer ces systèmes (notamment en assurant la protection des semences locales) et en améliorant les liens commerciaux entre agriculteurs, acheteurs et consommateurs. D'où la nécessité, chaque fois que cela est possible, de prendre en compte dans les politiques d'investissement l'hétérogénéité des systèmes d'exploitation agricole.

Dans la plupart des pays, les rendements des petites exploitations agricoles peuvent être multipliés par deux en mettant en œuvre des politiques qui encouragent le recours aux technologies disponibles — en subordonnant les aides en faveur de l'utilisation de ces intrants agricoles à un transfert de technologie. La priorité doit aller aux technologies qui renforcent le système de production et de gestion des risques des petits exploitants. La gestion intégrée des ressources naturelles et notamment les méthodes de conservation des sols et des eaux ainsi que l'agriculture de conservation, les systèmes de production végétale et animale, l'aquaculture à petite échelle et l'amélioration des pêches dans les eaux intérieures, fournissent une base solide pour améliorer la productivité, la capacité d'adaptation aux changements climatiques et l'utilisation durable des ressources.

Au Guatemala, le projet au titre de la Facilité alimentaire de l'UE introduit différents types de technologie et de bonnes pratiques, **souvent liés à l'agriculture de conservation**, qui ont contribué à l'augmentation des rendements. En Alta Verapaz, par exemple, les ménages bénéficiaires du projet ont pu **accroître la productivité du maïs**, qui est passée de 2,1 tonnes/ha à une moyenne de 3,5 tonnes/ha. Ce qui s'est traduit par des excédents par ménage de l'ordre de 20 pour cent en moyenne; 23 pour cent de ce surplus (1350 tonnes) a été vendu au PAM —un volume supérieur aux prévisions— ce qui démontre qu'au moins un petit nombre de producteurs est capable de s'organiser comme il se doit et de produire conformément aux normes internationales de qualité. Les femmes représentent 27 pour cent du total des bénéficiaires en Alta Verapaz, nombres d'entre elles sont des mères célibataires ou des veuves. Les bénéficiaires en Baja Verapaz et Quiché ont pu également augmenter leur

productivité en maïs, le rendement moyen passant de 720 à 850 kg/ha. Ces ménages — dirigés par des femmes pour 46 pour cent d'entre eux — ont également mis en culture des jardins potagers et amélioré leur gestion du petit bétail.

En Zambie, une enquête après récolte a montré que les exploitations qui pratiquent l'agriculture de conservation avaient des rendements en maïs de 2,6 tonnes/ha comparé à 2 tonnes/ha pour les exploitations pratiquant l'agriculture conventionnelle. Cela représente un gain de 30 pour cent. L'agriculture de conservation présente d'autres avantages en termes d'amélioration de la structure des sols et d'accroissement de la matière organique, qui se feront sentir avec le temps. Plusieurs agriculteurs ont signalé qu'ils avaient pu vendre du maïs pour la première fois de leur vie grâce à l'adoption des méthodes de l'agriculture de conservation. Sur la base des résultats obtenus au cours de sa première année d'activité, on s'attend que le projet contribue au renforcement des capacités de production et de la gouvernance du secteur agricole en vue d'améliorer la durabilité des interventions, en privilégiant en particulier les pratiques de l'agriculture de conservation.

2.4.2 La diversification de l'agriculture et des possibilités de création de revenus

Il est bien connu que les exploitants agricoles suivent des stratégies de réduction des risques afin de garantir leur sécurité alimentaire. Ils s'efforcent en général de diversifier les cultures de manière à amortir le choc au cas où l'une des récoltes serait mauvaise. Et si l'activité agricole reste importante, les ruraux sont également à la recherche d'autres opportunités pour accroître et stabiliser leurs revenus en se mettant à l'abri des aléas de l'agriculture. Les chercheurs et les spécialistes de la vulgarisation doivent se montrer attentifs à l'évolution des stratégies mises en œuvre par les agriculteurs dans la recherche de leurs moyens d'existence et adapter leurs propres stratégies en conséquence. La diversification de l'agriculture peut avoir des effets négatifs par exemple 'en soustrayant à l'exploitation familiale une main-d'œuvre critique' ou positifs, par exemple, 'le desserrement des contraintes du crédit et une réduction du risque lié à l'innovation'.

En Sierra Leone, le gouvernement a mis en place son programme de conversion des petites exploitations à l'agriculture commerciale, une initiative nationale qui vise à accroître la productivité du secteur agricole du pays. Le programme cherche à éliminer les barrières qui empêchent les petits exploitants de se lancer dans l'agriculture commerciale. À cette fin, des centres d'appui au développement des entreprises agricoles appartenant aux organisations de producteurs et gérés par elles sont créés pour servir de levier au développement des entreprises agricoles privées. Le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire est en train de renforcer les capacités de ces organisations d'agriculteurs pour qu'elles puissent participer pleinement à la production, à la transformation et la commercialisation des produits locaux. Les centres d'appui fournissent aux petits exploitants un accès aux intrants agricoles et aux services à valeur ajoutée comme le séchage, le stockage, la commercialisation et la distribution, qui permettent de réduire les pertes après récolte et d'améliorer les revenus tirés de la production agricole. De gros efforts ont été faits pour **inclure les femmes** dans les activités du projet; environ 40 pour cent des organisations qui bénéficient du projet sont dirigées par des femmes.

Au Niger, il est fait recours à un **système de crédit sur nantissement de stocks** (*warrantage*) pour renforcer la sécurité alimentaire. Ce mécanisme des warrants permet aux organisations de producteurs d'obtenir un crédit à court terme auprès d'une institution financière contre mise en dépôt de leurs excédents saisonniers dans un entrepôt sûr et fiable à titre de sécurité. Ce prêt permet non seulement aux agriculteurs de satisfaire leurs besoins de liquidités au moment de la récolte sans être obligés de vendre leur production au moment où les prix sont au plus bas, mais surtout, et c'est plus important encore, **il leur fournit un capital qu'ils peuvent investir dans des activités génératrices de revenus**. À l'échéance, l'agriculteur rembourse ce qu'il doit et récupère le stock laissé en nantissement. Il peut alors le vendre à un prix supérieur à celui qu'il aurait pu en tirer au moment de la récolte. Si l'emprunteur ne rembourse pas à l'échéance, la banque saisit le stock et le revend.

Le concept n'est pas nouveau et la pratique est largement répandue en Amérique latine et dans certains pays d'Asie. Le bon fonctionnement d'un tel système suppose l'existence d'un système complet de stockage avec des installations et des opérateurs fiables. Ceux-ci doivent non seulement disposer de l'infrastructure et des compétences techniques nécessaires en matière de gestion des stocks et de contrôle des ravageurs, mais ils doivent avoir des compétences en gestion d'entreprise et ne pas être soumis à des pressions politiques, afin d'offrir une garantie raisonnable quant à l'intégrité des stocks en dépôt. Au Niger, afin de tenir compte des contraintes et du potentiel spécifiques du pays, ce système de crédit sur warrants a été adapté à un mode de fonctionnement qui met directement en présence les organisations d'agriculteurs et les institutions de micro finance. Les organisations signent au nom de leurs membres les contrats de crédit avec les institutions de financement locales participantes, puis redistribuent les prêts individuels aux exploitants en fonction du volume des stocks de produits mis en dépôt.

3. LA FACILITÉ ALIMENTAIRE DE L'UE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE DURABLE

Au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui s'est tenue à Rome en novembre 2009, les signataires de la déclaration de Rome sont convenus de prendre toutes les mesures nécessaires au niveau national, régional et mondial afin d'enrayer l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim, de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire. Les gouvernements se sont engagés à redoubler d'efforts pour atteindre d'ici à 2015 les cibles de l'Objectif du Millénaire pour le développement n°1 et les objectifs des Sommets mondiaux de l'alimentation, et ils se sont engagés à prendre aussitôt que possible des mesures pour éliminer durablement la faim. Pour atteindre ces objectifs, ils ont décidé de fonder leur action sur les cinq principes ci-après: (i) investir dans des plans pris en charge par les pays; (ii) stimuler une coordination stratégique; (iii) s'efforcer d'adopter une double approche globale; (iv) veiller à ce que le système multilatéral joue un rôle important; et (v) garantir un engagement soutenu et substantiel de la part de tous les partenaires.

La Facilité alimentaire a été mise en place avant l'adoption de ces cinq principes. Un simple coup d'œil

sur la conception et les modalités de mise en œuvre des projets relevant de la Facilité alimentaire permet toutefois de se convaincre qu'ils épousent ces principes.

Le projet mis en œuvre au **Bangladesh** a été mis au point à la lumière du programme national en cours pour la sécurité alimentaire soutenu par le gouvernement. Il y a eu effectivement coordination et harmonisation du travail avec les autres acteurs du développement international et national, ce qui a permis de fournir une aide aux ménages vulnérables qui n'étaient pas couverts par les autres interventions. La sélection, en coordination, des provinces et des groupements bénéficiaires a permis d'éviter les doublons inutiles dans les interventions menées par le gouvernement, les autres partenaires en développement et les ONG.

Le projet lancé **en Sierra Leone** est pleinement intégré au programme phare du gouvernement de conversion des petites exploitations à l'agriculture commerciale, en faveur du développement du secteur agricole. Il s'agit d'un **plan bien conçu pris en charge par le gouvernement** dans le cadre du



Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Il est mis en œuvre par le personnel de la vulgarisation du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire dans le cadre d'une **vigoureuse collaboration entre les partenaires multilatéraux et d'une double approche** des questions de sécurité alimentaire. L'appui technique fourni par la FAO pour la mise en place des écoles pratiques d'agriculture et le recours aux centres d'appui au développement des entreprises agricoles comme moyens de développement d'une agriculture commerciale contribuent à une meilleure prise en compte des questions de sécurité alimentaire à moyen et à long terme, tandis que les activités du type vivres contre travail mises en œuvre par le PAM dans le cadre de la construction des centres d'appui au développement des entreprises agricoles et de la bonification des terres marécageuses des organisations de producteurs des basses terres des vallées intérieures constituent un mécanisme de protection sociale important pour les ménages vulnérables.

Au **Lesotho, en Zambie et au Zimbabwe**, le **système multilatéral**, notamment la FAO, le PAM et le FIDA, a joué un rôle important en assurant une amélioration continue de la capacité de réponse et de coordination. Le projet suivait, à dessein, une double approche globale en matière de sécurité alimentaire consistant en: (i) une action directe visant à contrer la faim au profit des plus vulnérables; et (ii) des initiatives à moyen et à long terme visant à renforcer l'agriculture de conservation et à doter le secteur d'une assise plus productive et plus durable.

Au Kenya, le projet a également adopté une **double approche globale** de la sécurité alimentaire. Il a créé les conditions pour une augmentation de la production, en ce qui concerne notamment les intrants, le marché, les installations de santé animale, la production de fourrage et le renforcement des capacités au moyen des écoles pratiques d'agriculture. Il promeut également la recherche pour l'alimentation et l'agriculture afin de s'assurer que les montants limités de financement disponibles soient ciblés sur les lacunes identifiées et permettent effectivement de les combler. Dans le cadre de cette

approche, le projet **apporte son appui à la coordination entre différentes initiatives afin de permettre aux institutions de travailler les unes avec les autres**, en tirant le meilleur parti des atouts de chacune. Il a ainsi réussi à renforcer les synergies entre les parties prenantes, contribuant par là à renforcer des partenariats déjà bien établis entre le gouvernement, les instituts nationaux de recherche agricole, les institutions des Nations Unies, les ONG partenaires et le secteur privé.

En prenant appui sur les initiatives existantes et en renforçant la coordination entre les partenaires chargés de l'exécution, le projet au Kenya a réussi à faire beaucoup avec les fonds disponibles. Les rapports avec le gouvernement ont été exceptionnellement solides comme en témoigne le fait que le Ministère de l'élevage recommandé que le projet soit renforcé avec l'assistance de la FAO. Sur la base de cette recommandation, l'UE a réservé 5 millions d'euros pour que la FAO puisse fournir une assistance en ce qui concerne la coordination et l'évaluation des opportunités d'innovation dans le cadre de son prochain programme pour les terres sèches au titre du 10^{ème} Fonds européen de développement (FED).

Au Lesotho, le projet s'est dès le départ fortement inspiré du cadre politique d'appui et des structures de base mise en place par les projets précédents. Il bénéficie d'un engagement fort du gouvernement comme en témoigne le fait que son comité de direction soit présidé par le Directeur des services sur le terrain du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, et qu'il compte trois autres directeurs départementaux parmi ses membres. De cette manière, le gouvernement peut influencer directement sur l'orientation du projet. De plus, dans la mise en œuvre de tous les aspects du projet, la FAO a adopté la méthode consistant à travailler au coude à coude avec les personnels du Ministère afin de renforcer leur capacité de mise en œuvre en vue de futures interventions semblables.

- **Aux Philippines**, le projet, lancé à la demande du gouvernement, est devenu un bon exemple d'**initiative prise en charge par les pays**. Il s'inscrit dans le prolongement d'un projet préalable

financé par la FAO¹, et s'insère parfaitement dans la logique du projet des Philippines de financement rapide des approvisionnements en semences lequel bénéficie de l'appui du Programme d'accroissement rapide de la production alimentaire FIDA/UE, en ce qu'il vise à accroître la production de riz et la productivité de cette culture dans les zones d'agriculture pluviales. Le projet est géré avec succès moyennant la coordination stratégique de nombreuses institutions, et notamment du Ministère de l'agriculture, de PhilRice, du Bureau de la gestion des sols et des eaux, de l'Institut de formation agricole et des unités régionales sur le terrain.

Dans le contexte difficile de la **RDC**, le projet a largement contribué à améliorer l'efficacité des interventions au titre de la sécurité alimentaire grâce à la création d'un système d'information sur la sécurité alimentaire, et la mise à l'épreuve d'approches de mise en œuvre adaptées. Grâce aux données disponibles sur le système d'information (données sur les prix de 17 denrées alimentaires, sur les moyens d'existence et sur la situation de la sécurité alimentaire), il a été possible de diffuser un bulletin hebdomadaire à tous les acteurs à partir de 2008, et de publier régulièrement des analyses plus approfondies de la sécurité alimentaire. Le système met des données fiables à la disposition de tous les intéressés y compris le gouvernement, les donateurs, les ONG et le système des Nations Unies.

Le projet a également élaboré des approches qui combinent les points forts des opérations d'urgence (diligence et capacité de réponse rapide) et des activités de développement (centrées sur les résultats institutionnels) qui semblent adaptées au contexte de la transition de l'urgence au développement. Cela concerne notamment des approches de gestion de l'infrastructure en collaboration (associant des entreprises, le département des travaux ruraux du gouvernement et les communautés), et des procédures accélérées d'achat. Par ailleurs, la méthode visant à concentrer les efforts de

développement (infrastructure, appui technique et organisationnel fourni à l'appui des associations d'agriculteurs, équipements de stockage et de transformation) semble être efficace dans le contexte d'un très grand pays enclavé comme la RDC. Les prochaines étapes devraient consister à mieux documenter ces méthodes, partager les enseignements tirés avec d'autres partenaires et à explorer les moyens de reproduire à plus grande échelle les expériences mises en œuvre dans le cadre du projet dans le pays.

1 "Increasing Rice Supply in Regions VIII and X by Improving Farmers' Capability through Technical Assistance Trainings and Demonstration of Rice Production Technologies cum Small-Scale Irrigation Facilities"

4. LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS

La Facilité alimentaire de l'UE a été établie et lancée en cinq mois à peine pour faire face aux conséquences de l'envolée des prix des denrées alimentaires dans les pays les plus durement touchés. Les projets étant toujours en cours d'exécution, il est trop tôt pour juger de leur impact sur le terrain. Plusieurs pays toutefois ont signalé **un début d'augmentation de la production, de la productivité et/ou des revenus** attribuable à la mise en œuvre des projets.

Le bref laps de temps disponible pour la préparation des projets relevant de la Facilité alimentaire de même que le cycle biennal de mise en œuvre de ces projets ont imposé des défis et des limites à ce qui pouvait être réalisé en ce qui concerne l'obtention d'un impact durable. Toutefois, comme en témoignent les expériences citées ci-dessus, les projets au titre de la Facilité alimentaire de l'UE mis en œuvre par la FAO sont en train de repousser ces limites et cherchent activement non seulement à accroître les approvisionnements physiques en denrées alimentaires, mais à améliorer l'accès aux aliments, l'utilisation des aliments et la sécurité alimentaire au fil du temps. Les activités au titre de ces projets sont également menées en conformité avec les cinq principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable.

Il est un domaine où des améliorations pourraient être apportées, cela concerne la façon dont les projets abordent la question de l'utilisation des aliments. Alors que certains projets se sont déjà activement préoccupés d'associer les femmes à leurs activités (par exemple au Guatemala, au Pakistan, en Sierra Leone), les activités en faveur d'une éducation à la santé et à la nutrition n'intéressent que deux des pays examinés (à savoir le Lesotho et le Zimbabwe). Le cas du Niger a montré qu'une coordination et une collaboration plus étroites entre les projets relevant de la facilité alimentaire, mais mis en œuvre par des agences différentes, pourraient contribuer à renforcer l'impact de la Facilité alimentaire de l'UE sur la sécurité alimentaire dans le pays. Par exemple, le projet géré

par la FAO pourrait obtenir un meilleur impact sur les aspects de la sécurité alimentaire liés à la santé et à la nutrition moyennant une collaboration plus étroite avec le projet géré par l'UNICEF, qui élabore et diffuse des outils de promotion spécifiques concernant l'eau potable, l'hygiène et les aspects sanitaires.

Les expériences acquises à ce jour ont montré qu'il est important que les projets **passent par les structure et les entités existantes** et qu'ils cherchent à compléter les projets internationaux et nationaux en cours en renforçant les synergies et les partenariats avec eux **afin d'accroître l'impact et d'améliorer la durabilité**. Au niveau du pays, cela exige la participation à la mise en œuvre du projet d'une grande diversité de parties prenantes parmi lesquelles les personnels du gouvernement et du secteur privé, les ONG et les communautés d'agriculteurs. Une telle participation facilite également la reproduction à grande échelle des éléments du projet qui ont connu le succès.

En outre, l'intégration des programmes dans les institutions régulières, **tant publiques que privées**, aidera à en renforcer la mémoire institutionnelle. Cela contribue à une identification plus efficace des besoins perçus par les bénéficiaires ainsi qu'à un meilleur choix des activités au titre du projet et des intrants permettant de répondre à ces besoins.

Il a été démontré dans certains de ces projets que pour obtenir un résultat durable à moyen terme, **une approche davantage axée sur les systèmes s'avère nécessaire**, à commencer par une amélioration de l'accès aux intrants pour accroître la production d'excédents commercialisables dans le cadre des systèmes agricoles existants. Il conviendrait de prendre cela en considération dans la conception des futurs programmes de nature semblable.

Étant donné la nature de la facilité alimentaire de l'UE – dont l'objet est de produire des améliorations à court terme – il conviendrait de tirer parti des

programmes nationaux existants en faveur d'une agriculture durable et dans toute la mesure possible de les développer. Le principal objectif devrait consister à **accroître les disponibilités en intrants, accroître la productivité et améliorer la distribution des intrants en favorisant des liens plus étroits avec le marché comme cela a été fait au Kenya, au Lesotho et en Zambie.**

Le renforcement de la production passe non seulement par un meilleur accès aux intrants mais aussi par de meilleures pratiques culturales. En faisant appel aux méthodologies de la vulgarisation qui comprennent les écoles pratiques d'agriculture et divers systèmes comme celui consistant à recourir à des promoteurs ruraux, des avis appropriés peuvent être dispensés par le biais de démonstrations à la ferme sur l'intensification de la production durable, les bonnes pratiques agricoles, l'agriculture de conservation, la gestion de la fertilité des sols, l'irrigation à petite échelle et la diversification des cultures.

Il est important également d'accorder un appui aux petites **entreprises commerciales** comme moyen d'assurer la durabilité des interventions de la facilité alimentaire. C'est ainsi que, au **Kenya**, des groupes de producteurs de fourrage bénéficient d'une formation en matière de gestion d'entreprise et en liaison avec les marchés disponibles pour assurer qu'ils continueront de tirer parti de la production de fourrage une fois le projet terminé. Au **Bangladesh, au Kenya, en Sierra Leone et en Zambie, la participation d'entrepreneurs du secteur privé** a permis d'accroître les approvisionnements en intrants agricoles (semences, engrais, outils et médicaments vétérinaires) dans les zones couvertes par le projet.

5. LA VOIE À SUIVRE

La Facilité alimentaire de l'UE vise à combler le fossé entre la fourniture de secours d'urgence à court terme et l'aide au développement à moyen et à long terme. Des résultats positifs ont certes été enregistrés, mais il est clair qu'une **intervention de développement, pour avoir un impact durable, a besoin d'une période supérieure à la période de deux ans accordée pour la mise en œuvre du projet au titre de la Facilité alimentaire**. C'est en gardant cette considération à l'esprit que la FAO s'efforce, chaque fois que cela est possible, d'intégrer les activités relevant de la Facilité alimentaire dans les politiques, projets et programmes nationaux existants, afin d'en mieux assurer la durabilité et la continuité une fois que s'achèvera le financement du projet au titre de la Facilité alimentaire.

Il est évident, toutefois, que les projets au titre de la Facilité alimentaire à eux seuls, en raison de leur nature et de l'échelle de leurs activités, pourront difficilement contribuer à empêcher de nouvelles crises alimentaires dans les pays. Il faudrait investir des milliards de dollars chaque année dans le monde pour avoir un impact significatif sur la sécurité alimentaire et renforcer l'agriculture et le développement rural. D'après une étude préparée en 2009 pour le Forum d'experts de haut niveau sur le thème «Nourrir le monde en 2050», il faudrait des investissements annuels nets supplémentaires de 83 milliards d'USD dans l'agriculture dans les pays en développement pour produire suffisamment d'aliments pour nourrir 9,1 milliards de personnes en 2050.

Toutefois les projets au titre de la Facilité alimentaire examinés dans le présent rapport ont été perçus comme une initiative positive de la part de nombreux acteurs du développement. S'il est trop tôt pour juger de leur impact, cet examen à mi-parcours a montré **qu'ils poursuivaient effectivement les objectifs originaux de la Facilité alimentaire de l'UE**. Dans plusieurs pays, ils **encouragent** les petits producteurs à réagir positivement du côté de l'offre et leurs activités semblent répondre aux objectifs de la

sécurité alimentaire mondiale. Les projets ont lancé des activités visant à améliorer les capacités de production et la gouvernance du secteur agricole, mais ces activités de renforcement des capacités **demandent encore à être accompagnées par un appui en matière de suivi** pour garantir une meilleure prise en charge par les bénéficiaires. On peut donc dire que **la Facilité alimentaire de l'UE a fourni un financement à un moment de crise aiguë et que de nombreux projets ont contribué à renforcer les bases de programmes et projets nationaux existants ou à en créer de nouveaux afin de répondre aux préoccupations en matière de sécurité alimentaire et de nutrition**.

Les gouvernements des pays en développement se heurtent à de fortes contraintes budgétaires, qui peuvent nuire à leur capacité de mettre pleinement en œuvre les projets ou programmes nationaux de sécurité alimentaire ou d'assurer le suivi nécessaire des interventions au titre de la Facilité alimentaire. Le financement rendu disponible par le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (PMASA) tient compte de cette contrainte et vise à combler le manque à financer des plans nationaux d'investissement dans l'agriculture. Dans le cas de la Sierra Leone, par exemple, le financement au titre de la Facilité alimentaire a joué un rôle fondamental dans le renforcement des activités au titre du SCP, qui, à son tour, a joué le rôle de catalyseur dans la mobilisation de financements supplémentaires auprès d'autres donateurs. En juin 2010, la Sierra Leone a reçu une subvention de 50 millions d'USD du PMASA, qui servira en partie à soutenir directement les organisations de producteurs et les centres d'appui au développement des entreprises agricoles. Cela permettra d'assurer que les investissements faits par le projet au titre de la Facilité alimentaire bénéficieront d'un appui jusqu'en 2014, date à laquelle on s'attend que les centres d'appui établis grâce aux financements consentis au titre de la Facilité alimentaire soient pleinement opérationnels et capable de fonctionner tout seuls sans aide extérieure.

Le cas de la Sierra Leone peut être considéré comme un exemple de la façon dont la Facilité alimentaire a joué ce rôle de catalyseur dans la mobilisation des financements pour assurer une durabilité à long terme des interventions. D'autres projets devront également mobiliser des financements supplémentaires pour renforcer les bases qu'ils ont établies pour la sécurité alimentaire. À cet égard, l'Union européenne, grâce au volet relatif aux États fragiles de son Programme thématique de sécurité alimentaire, envisage de fournir un financement supplémentaire afin de tirer parti des enseignements tirés et des réalisations des projets au titre de la Facilité alimentaire. Le Burkina Faso, le Cambodge, la République démocratique du Congo, le Guatemala, le Liberia, le Népal, le Pakistan et la Somalie en particulier sont pris en considération pour un financement ultérieur au titre du Programme thématique de sécurité alimentaire en 2011. Un tel financement permettrait de poursuivre sur la lancée des réalisations antérieures, de **conserver la dynamique de la Facilité alimentaire** et d'accroître les chances d'une durabilité supérieure. Les pays qui ont enregistré des résultats prometteurs dans le cadre des activités au titre de la Facilité alimentaire seraient également mieux placés pour mobiliser des financements supplémentaires auprès d'autres donateurs afin d'assurer d'éventuelles activités de suivi. C'est ce qui s'est déjà produit grâce aux financements canadiens en faveur de la poursuite des activités au Honduras.

Comme cela a déjà été dit dans le Cadre global d'action mis à jour, les projets doivent être accompagnés par des politiques agricoles, commerciales, financières et d'aide cohérentes. Les politiques à long terme en matière de sécurité alimentaire doivent reconnaître que les petits exploitants qui souffrent actuellement de l'insécurité alimentaire, risquent non seulement d'être durement frappés par l'envolée des prix des denrées alimentaires, mais aussi par les changements climatiques et d'autres chocs environnementaux, parce qu'ils cultivent et pratiquent l'élevage sur des terres marginales et sont souvent tributaires d'une pluviométrie erratique.

ANNEXE : LES FICHES D'INFORMATIONS DES PROJETS DE LA FACILITÉ ALIMENTAIRE DE L'UE

The Islamic Republic of Afghanistan

Expanding certified seed production and utilization in Afghanistan

The economy of Afghanistan is heavily dependent on agriculture, which currently accounts for 53 percent of the Gross Domestic Product and employs around 66 percent of the workforce. Up to 85 percent of the Afghan people live in rural areas where they practise and depend on agriculture for their livelihoods. However, agricultural production has declined significantly in the country as a result of decades of conflict and prolonged drought. Therefore, rehabilitating Afghanistan's agricultural production capacity is fundamental to the recovery of food security and the livelihoods of the rural population.

Agriculture is practised largely on a subsistence basis with wheat serving as the most important staple. The current average yields of 2.6 tonnes per hectare (irrigated) and 1.1 tonnes per hectare (rainfed) are significantly lower in comparison with the yield potential of the improved varieties (up to 5 tonnes per hectare). This wide yield gap could be reduced by promoting wider utilization of certified seed by farmers, increasing the productivity of wheat by up to 30 percent.

Afghanistan has been hit hard by the global rise in food prices. Compared to the same period in 2007, there was an 80 percent increase in wheat prices in April/May 2008, just nearing the time for the main wheat harvest. It has been shown that using certified seed of improved varieties could raise wheat yields by about 30 percent in irrigated areas. Improving wheat productivity by this amount could bring wheat yields to an average level of 3.4 tonnes per hectare, resulting in over 6 million tonnes total wheat production in irrigated areas compared with current levels of about 4 million tonnes. This increase will require greater availability and use of certified seed. Improved seed that has been distributed and utilized by farmers over the years only covers about 50 percent of irrigated areas (about 750 000 hectares).

As the main suppliers of certified seed, the 29 existing private enterprises differ widely in resources, facilities and operational scope. While some enterprises have sufficient seed cleaning and storage facilities, many others require significant improvement. There is also a need to establish new enterprises in more provinces around the country in order to bring certified seed production closer to farming communities. Furthermore, as appropriate and depending on agro-ecological conditions, some enterprises will need support to diversify from wheat into other major crops. In this case, specialized seed cleaning and packaging equipment will be needed.

Project objectives and activities

The project aims for seed enterprises in several provinces in Afghanistan to be able to produce and sell diversified certified seed of staple crops on a sustainable basis. It also endeavours to significantly increase the number of farmers that buy certified seed at prices that will enable the private enterprises to function and remain in business. The goal is to contribute to higher food security by raising the productivity of wheat as the priority crop.

Some concrete activities include an assessment of the existing seed enterprises and definition of eligibility criteria and conditions for support (this included the preparation of business plans, co-financing by the enterprises). On the basis of those criteria, the project has been engaged in ordering essential farm machinery and seed equipment to upgrade selected enterprises, making contracts and constructing storage/office facilities for selected enterprises, installing seed cleaning equipment and starting processing operations. Intensive stakeholder and community-level consultations were held, contracts made and specific training activities conducted to strengthen the capacity of the seed enterprises, particularly in the area of business management and market exploration.

Innovative features

Although the European Union Food Facility (EUFF) project (GCP/AFG/059/EC) duration is only two years, the project supports the long-term seed industry development strategy put in place by the Government. It also builds on an ongoing EC-funded project implemented by FAO (GCP/AFG/045/EC) aimed at accelerating certified seed production and marketing in Afghanistan. Thanks to the success of this project's initial phase, which provided basic start-up support to eight pilot seed enterprises in 2004, 29 more private seed enterprises have been set up in 11 provinces. The EUFF project has already established 20 new seed enterprises in 17 additional provinces to ensure more farmers have access to certified seeds. By October 2010, 18 new enterprises were able to operate. This project is also supporting existing enterprises to diversify seed production to help pave the way for long-term profitability and sustainability.

Training is an essential component of the project. Community seed assistants and staff from the Agricultural Research Institute for Afghanistan (ARIA), the Improved Seed Enterprise (ISE) and new seed enterprises have received training on breeder, foundation and certified seed production, crop handling and field management, while 33 members of seed enterprises from 11 newly created wheat seed enterprises have received business training based on the 'Small Scale Seeds Enterprise – Startup and Management' manual.

It is through the use of improved varieties of certified seed that Afghanistan hopes to boost wheat yields by about 30 percent in irrigated areas, helping not only to feed more people but to strengthen the country's seed stocks.

Achievements to date

On the whole, during 2010, the EC and EUFF projects implemented by FAO have enabled up to 20 new enterprises to enter the private sector for certified seed production. This brings the total to 94 enterprises in 28 provinces thus accounting for over 80 percent geographical coverage. In September 2010, all 94 enterprises participated in an annual production planning workshop during which a target of 30 000 tonnes of certified wheat seed for 2011 was agreed upon. This quantity exceeds the original 2011 project certified seed plan of the Variety and Seed Industry Development (GCP/AFG/045/EC) project by 25 percent, which indicates enhanced efficiency and effectiveness in certified seed production and higher absorption capacity largely accounted for by effective complementarity between the EC project (GCP/AFG/045) and the EUFF project (GCP/AFG/059/EC).

EUFF objectives

The project is fully in line with the national strategies for the development of the agricultural sector. It is implemented as a part of the Agricultural Master Plan (AMP) and its operational Agricultural Development Strategy (ADS), which form a part of the Afghanistan National Development Strategy (ANDS), an MDG-based plan that serves as Afghanistan's Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP). The

project encourages a positive supply response from the agricultural sector by increasing access to certified seeds. The project therefore contributes to mitigating the direct negative effect of volatile food prices on the local population.

Rome Principles

The EUFF project fosters strategic coordination and stakeholder involvement and there is Government commitment to enhancing agricultural production. It adheres, to a certain degree, to Principle 3 by focusing on achieving medium- and long-term sustainable agricultural, food security, nutrition and rural development programmes to eliminate the root causes of hunger and poverty through developing the country's seed sector.

Impact on food security

It is anticipated that the project will contribute to improved and sustainable food security in Afghanistan through increased yields of wheat and other major food crops by supplying farmers, through the private sector, with improved and certified wheat seed. In 2010, the annual production of wheat increased by 20 percent due to increased supply of certified seed.

Way forward

The EC and EUFF projects being implemented by FAO have supported the institutional development for the entire seed multiplication chain in Afghanistan, ranging from breeder seed by ARIA stations to foundation and registered seed by ISE stations to certified seed by private seed enterprises under the umbrella of the Afghanistan National Seed Organization (ANSOR). The projects are laying a good regulatory foundation in terms of a National Seeds Policy and a Seed Law supported by Seed Rules, Regulations and Procedures. The operation of a free seed market without undue interference by the Government will be a vital prerequisite for sustainability of the seed sector.

The projects have enabled ARIA station staff to acquire essential technical skills and knowledge in breeder seed production. The Ministry of Finance has now allowed ARIA stations to operate bank accounts and retain income for day-to-day operations, which is a significant development for the sustainability of the research stations and breeder seed production.

The sustainability of the project is strongest at the level of the private sector with independent enterprises producing certified seed and ANSOR serving as an overall umbrella organization. Continuity and sustainability of actions supported by the seed projects would be largely ensured if the Ministry of Agriculture, Irrigation and Livestock (MAIL) took ownership of key operations after the projects end in June 2011. A Memorandum of Understanding (MoU) containing technical and operational guidelines for the MAIL has been signed with the Government to ensure proper administration and oversight of the use of the equipment by the new and existing enterprises, fully in line with the purpose and objectives of the EUFF project. The strategy also embodies the vision for the ANSOR as a future umbrella organization to continue with building the capacity of seed enterprises for their sustainability and to represent and protect the interests of stakeholders in the Afghan seed industry.

The seed projects have laid a strong foundation for seed certification in terms of a network of well-equipped laboratories and trained government personnel who are currently in charge of taking seed samples, doing seed analysis and issuing quality certificates with FAO technical guidance and oversight. In order to ensure long-term sustainability, MAIL will need to be supported to build up enough capacities in the development of a Seed Certification Service to take over this crucial quality assurance role. Collaboration between MAIL and FAO in agricultural development in Afghanistan will continue and so will the support for seed industry development.

The People's Republic of Bangladesh

Support to assist landless, marginal and small farmers to overcome soaring input and food prices in impoverished areas of Bangladesh

During the last decades, Bangladesh has made significant progress in terms of economic development and food security. Gross Domestic Product per capita has increased from USD 211 in 1973 to USD 554 in 2007/2008. Since the early 1990s, the country has been experiencing rates of economic growth of over five percent per annum, with a parallel increase in production and consumption of food items. Despite this remarkable progress, poverty and food insecurity are still widespread, with income inequality and regional inequality on the rise. The situation is worse in the south-western and northern regions of the country, where poverty ranges between 46 and 52 percent, compared with a national average of 40 percent. Poverty and food security, especially in these regions, are strongly affected by recurrent natural disasters.

Between 2007 and 2008, Bangladesh experienced a significant increase in the incidence of poverty and vulnerability to food insecurity. The combined impact of the global food prices crisis, along with large-scale natural disasters, pushed an additional 7.5 million people into poverty (living on less than USD 3 per day), while 6.9 million more people became severely food insecure. The crisis meant that over 65 million people were unable to meet the cost of the basic food basket (currently, 3.8 percent of the world's undernourished people live in Bangladesh). The crisis mainly affected landless and smallholder farmers in the south-western regions, which were hit by floods in 2007 and Cyclones Sidr (2007) and Aila (2009). Cyclones Sidr and Aila washed away river embankments, causing significant damage to crops, livestock and fisheries.

Within this context, the main challenge for the Government was to identify and implement measures to maximize production so as to improve food availability from domestic sources. Some of the major constraints facing the agriculture sector included: limited use of technology (i.e. genetic engineering or mechanization); inefficient water management and increasing irrigation costs (due to rising fuel prices); and lack of preparation by Bangladeshi smallholder farmers (accounting for four-fifths of all farm holdings) for the growing competition in the global market.

In view of the Government's commitment to achieve food security for all, the European Union Food Facility (EUFF) project was launched in May 2010 to improve the food security and nutritional status and to reduce the poverty of landless, marginal and smallholder rural households, by boosting agricultural production and improving income-generating opportunities. The project is providing farmers with improved seeds (field crops and vegetables), fruit tree seedlings, fertilizer, agricultural machinery, livestock, animal feed and materials to build animal sheds. A fishery component is distributing fish seeds, feed, fishing boats and equipment to facilitate aquaculture and open water fishing. The intervention is focused in the country's south-western regions, targeting a total of 82 000 households. The budget allocated by the EU is about USD 9 million and includes capacity development activities to complement the input support components.

Innovative feature

The project is addressing four main aspects of food production including crop production, water management, livestock and fishery in 12 districts of south-western Bangladesh. These areas, affected by recent natural disasters, have high agricultural production potential.

Despite the project's limited time frame (May 2010 to June 2011), innovations to achieve rapid and sustainable impacts can be found in the: identification and distribution of high-yielding and adaptable

seeds (mainly rice and maize); the implementation of Farmer Field Schools; and the promotion of farmer and fishing organizations. A major technology transfer process is also being carried out within both the fishery and crop mechanization components.

In the fishery component, the project is assisting small-scale fishermen groups by helping to reconstruct part of the fishing boat park that was destroyed by the 2007 and 2009 cyclones. In particular, the project has supported the development of technical specifications and ad hoc training to local boat builders for the construction of more resistant wooden fishing boats. At the same time, locally produced fibreglass fishing boats are being purchased. The fibreglass boats will be managed by fishermen groups, who will be responsible for their use and maintenance. These activities have tremendous potential to increase fish production in a sustainable way and to contribute to the food and nutrition security of fish farmers who have lost their assets. Also, these boats enhance safety at sea.

In terms of the crop machinery component, the project is currently distributing 640 power tillers, 100 power tillers for maize and 160 threshers for rice to a total of 320 farmer groups as well as 10 000 grain and seed silos to mitigate post-harvest losses. Each group has formed a committee to manage the operation of the machines. It is expected that mechanization will strongly impact yields, essentially through improved soil preparation.

Considerable losses of livestock were caused by Cyclones Sidr and Aila. In addition, the livestock sector had a spread of contagious diseases such as Avian Influenza and Foot and Mouth Disease. As a result, most of the landless, marginal and small farmers did not have livestock (cows, buffaloes and goats), thus losing a major source of income and food security.

Through local organizations, the EUFF project is contributing to restocking the project areas with animals by supplying cows, goats and poultry to project beneficiaries including landless, marginal farmers and female-headed households. To increase sustainability, training was provided to livestock rearers in improved meat, dairy and poultry production, basic animal health, influenza surveillance and animal housing through participatory and extension approaches and Farmer Field Schools.

Achievements to date

EUFF objectives

The project is ongoing and it is too early to evaluate its impact in terms of increased food production and food security in the targeted areas and communities. During the first six months of implementation, most of the input procurement and distribution had been achieved. The complementary farmer capacity development activities (Farmer Field Schools) are being implemented, aimed at maximizing the effectiveness and sustainability of the input distribution components.

The project is well-aligned with the EUFF objectives and food security principles. The interventions involve the crop, livestock and fishery value chains and are expected to enable targeted farmers to intensify and diversify agricultural production, as well as increase productivity and marketable surplus. A focus on diversified food production is expected to improve food availability (in both the crop and off-seasons) and to positively impact household diets and health. The distribution of improved varieties of Boro and Aman rice seeds, vegetable, maize and pulse seeds, as well as appropriate fertilizers and crop protection products potentially contributed to diversifying diets.

The transition from an emergency response to a medium- and long-term development process is being pursued mainly by providing agricultural machineries to replace the draught animals and other equipment lost in the 2007 floods and cyclones and by expanding the cultivated area (particularly in the Boro season). The re-stocking of animals, complemented by the distribution of improved animal feed, veterinary services and animal shelters, as well as the rehabilitation of fish ponds and improved

aquaculture packages, are also supporting a sustained agricultural development process. Capacity building of formal and informal small-scale producer groups is being achieved through the involvement of local Government authorities and 10 NGOs contracted as implementing partners.

Rome Principles

The project is in line with the ongoing national programme for food security. The Government of Bangladesh is strongly committed to ensuring food security in the spirit of the 1996 World Food Summit Declaration: access by all people at all times to the food needed for an active and healthy life. The country has always provided strong emphasis on increasing domestic production of food commodities to ensure adequate food availability for all people, especially the poor. This is clearly reflected in mainstream Government documents such as the National Food and Nutrition Policy 1997, National Fisheries Policy 1998, National Livestock Development Policy 2007, Animal Quarantine Act 2005, Animal Disease Prevention and Control Act 2005 and the National Food Policy Plan of Action (2008-2015). In particular, the EUFF project is coherent with the present Government commitment to achieve self-sufficiency in food production by 2013.

Coordination and harmonized work with other national and international development actors have been achieved, ensuring the provision of assistance to vulnerable households not covered by other interventions. The primary beneficiaries of the EUFF project are small and marginal farmers from 12 districts of the south-west region of Bangladesh (Bagerhat, Barguna, Barisal, Bhola, Faridpur, Gopalganj, Khulna, Madaripur, Narail, Patuakhali, Shariatpur and Satkhira). Two other districts (Jhalokathi and Pirojpur) are covered by the Islamic Development Bank (IsDB) while another district (Jessore) is covered by a special Government programme which has different agricultural practices and a large area under Boro cultivation. The coordinated selection of upazilas (provinces), and beneficiary groups avoided duplication of interventions by the Government, other development partners and NGOs, especially those implemented by the Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC) and WFP under the EUFF.

Way forward

The project has only six months left to finish the planned activities. However, the results achieved so far are encouraging. In particular, the project has been able to provide an effective relief response in a short period of time. The project components have been defined in a participatory process with the involvement of the Government and other stakeholders. The approach and the technical aspects applied have been identified on the basis of previous FAO experiences and lessons learned.

The project aims to build linkages with existing private seed sector entrepreneurs in order to enhance the availability of and accessibility to improved seeds and other inputs. Due to engaging farmers in group-based learning processes (FFS) it has been observed that project beneficiaries have been sufficiently trained to adopt – and continue with - relatively modern agricultural practices introduced by the project.

The evaluation of the real impact on improved production, increased productivity and food security will be carried out in May 2011. It is expected that the findings will support Government and donor community decisions to scale-up the project strategy.

FAO has formulated a concept note titled “Food and Nutrition Security Improvement in Climate Change Prone Areas of Bangladesh”. The interventions proposed in the concept note are an integral part of the Country Investment Plan for agriculture, food security and nutrition developed by the Government. They follow upon the EUFF project as interventions will cover the same south-western areas of Bangladesh. This concept note will form the basis for developing a detailed proposal for submission to the EU Food Security Thematic Fund (FSTF) for possible funding in 2012.

République Démocratique du Congo

Lutte contre l'impact de la flambée des prix en République démocratique du Congo

En dépit de ses vastes ressources naturelles, la République démocratique du Congo (RDC) vit une situation de crise profonde dont les effets humains et sociaux sont alarmants: l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) menée sur toute l'étendue du pays indique que 46 pour cent d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Par ailleurs, 20 pour cent des enfants meurent de maladies évitables avant l'âge de cinq ans. Ceci s'ajoute à la tragédie humanitaire occasionnée par les guerres et les conflits que connaît le pays depuis 1998 avec la perte de 5,4 millions de vies humaines. Le niveau actuel de la production agricole en RDC se situerait autour de 30 à 60 pour cent en dessous de celui d'avant 1997, selon les régions du pays, alors que les besoins de consommation alimentaire continuent d'augmenter du fait de la croissance démographique du pays (3,3 pour cent par an). La pénurie alimentaire est fréquente et elle est aggravée par la flambée des prix des produits agricoles et agroalimentaires.

Objectifs et activités du projet

La situation dramatique du pays appelle une réponse multiforme pour assister les populations vulnérables, notamment pour accroître les disponibilités alimentaires dans les principales villes des provinces qui concentrent près de 30 pour cent de la population. Cette intervention d'urgence, étalée sur 24 mois, vise à atténuer l'impact de la flambée des prix sur la sécurité alimentaire des populations vulnérables. De manière spécifique, elle vise à réduire l'insécurité alimentaire de 36 000 familles vulnérables à Kisangani, Kindu, Kananga, Mbuji-Mayi et Kalemie, à augmenter la production agricole, avec une production additionnelle de 16 900 t de produits alimentaires tout en facilitant l'accès des produits et des producteurs au marché. Les principales activités mises en œuvre par le projet visent à :

- a. Appuyer les dispositifs de collecte régulière, d'analyse et de diffusion des données sur la sécurité alimentaire, notamment les prix, à partir de 53 observatoires ruraux et 9 urbains (villes)
- b. Appuyer la structuration et le renforcement des capacités des organisations paysannes (1 300 groupements de producteurs, 90 organisations paysannes et 10 pré-coopératives)
- c. Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux intrants de qualité pour une production accrue (36 000 ménages appuyés – 180 000 outils, 740 tonnes de semences vivrières, 1,36 tonnes de semences maraîchères distribués sur 2 saisons agricoles)
- d. Réhabiliter des tronçons de desserte stratégiques pour le désenclavement des bassins de production (250 km de points chauds réhabilités, ou 1 250 km de voie)
- e. Mettre en place des infrastructures de production, de stockage, de transformation, de commercialisation et de transport des produits agricoles (14 batteuses/décortiqueuses, 48 kits de transformation et 360 hangars de stockage avec du personnel formé à l'entretien)

Résultats les plus saillants

Après près de 18 mois d'exécution, le projet semble avoir atteint quatre résultats particulièrement intéressants dans le contexte difficile de la RDC : (i) la mise en place d'un système d'information fiable sur les prix alimentaires et la sécurité alimentaire; (ii) la construction d'organisations paysannes

appelées à prendre en main leur propre développement ; (iii) l'ébauche d'une filière de semences vivrières ; et (iv) une mise en œuvre efficace et diligente malgré l'immensité et l'enclavement du pays, et des infrastructures et des institutions encore très dysfonctionnelles.

Mise en place d'un système d'information de sécurité alimentaire. De l'information sur les quantités et les prix de 17 denrées alimentaires est collectée sur les principaux marchés dans les cinq Provinces concernées, ainsi que les données de base sur l'état de la sécurité alimentaire et les moyens d'existence dans les zones ciblées. L'information sur les prix et les quantités des produits alimentaires est disséminée sur une base mensuelle depuis 2008. Des bulletins d'analyse de l'évolution de la sécurité alimentaire sont publiés depuis septembre 2009 et diffusés tous les deux mois. Ce système permet de fournir une base de connaissances fiables à l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la sécurité alimentaire (gouvernement, donateurs, institutions, ONG, agences des Nations Unies, etc.). Utilisé pour identifier et analyser les situations d'insécurité alimentaire et suivre les prix et les flux, il permet aux divers acteurs d'améliorer l'efficacité et la qualité des interventions d'urgence et de développement, ainsi que la coordination de leurs opérations.

Développement des Organisations Paysannes (OP). Près de 90 OP ont été identifiées; elles sont encadrées par trois ONG. L'appui consiste à fournir une assistance intensive initiale par des structures spécialisées externes (à la structuration, organisation et appui technique) complété par un suivi constant fourni par les partenaires d'exécution tout le long du projet. 213 personnes (166 membres des OP, 27 opérateurs des ONG et 20 agents du gouvernement) ont bénéficié de la formation initiale. De plus, 3 436 membres de Groupements de Producteurs (GP) ont reçu une formation sur les techniques culturales améliorées (soit 66 pour cent des résultats à atteindre à la fin du projet). Accompagnées par des distributions d'intrants¹, ces formations ont permis à 33 835 ménages (sur 36 000 au total) de démarrer des activités agricoles. Il s'agit d'une première étape très importante dans la structuration des filières alimentaires ; les efforts et les investissements à venir devraient permettre de relier les OP avec les autres acteurs des filières (commerçants, transporteurs, transformation, etc.) tout en renforçant davantage leurs capacités techniques, managériales et institutionnelles.

Ébauche d'une filière de semences vivrières. Certains GP appuyés par le projet sont des agri-multiplicateurs de semences vivrières certifiées par l'organisme officiel de certification (SENASEM). Ils commencent à répondre à la demande en intrants améliorés (une partie des semences de base distribuées par le projet a été achetée par le projet à ces GP agri-multiplicateurs). Cette ébauche de filière semencière est un résultat significatif qui mérite d'être documenté et développé afin de bâtir un système de production et de distribution de semences de qualité.

Efficacité et diligence dans la mise en œuvre. Dans le contexte d'un immense pays enclavé comme la RDC, avec des infrastructures et des institutions absentes ou peu développées, la mise en œuvre du projet semble avoir été efficace, avec des taux de réalisation et de décaissement satisfaisants, proches des objectifs escomptés. A cet égard, les approches participatives d'identification des points chauds ou points critiques à réhabiliter, les arrangements collaboratifs (entreprises, DVDA, communautés) pour construire les pistes dans des délais relativement courts et pour les entretenir semblent porteuses. Par ailleurs, les méthodes consistant à concentrer géographiquement les efforts de développement – construction de voies de desserte et d'équipements de stockage et de transformation, et appui aux organisations de producteurs - semblent prometteuses et adaptées au contexte d'un pays enclavé comme la RDC. Les méthodes et les approches d'exécution qui furent mises en œuvre, qui sont probablement perfectibles, devraient être mieux codifiées et partagées avec d'autres bailleurs de fonds

¹ Les semences maraîchères et les outils ont été entièrement acquis et distribués, soit 182 000 kits et 2 397 kg de semence maraîchère (presque le double de la quantité prévue, soit 1 360kg). La distribution de semences vivrières ont connus des retards. 248 tonnes de semences vivrières de bases certifiées ont été achetées et distribuées (contre 353 tonnes planifiées pour la première année). Pour l'ensemble des deux saisons agricoles A+B 2010, 693 tonnes de semences vivrières (soit 95 pour cent du plan d'achat global du projet) devraient être acquises et distribuées.

et Partenaires au Développement (PD). Ceci permettra d'améliorer la conception et la mise en œuvre des projets d'investissement dans la sécurité alimentaire en RDC, tout en fournissant une base opérationnelle concrète pour des investissements futurs plus importants (scaling up).

Realisations au regard des objectifs de la Facilité alimentaire de l'union européenne (UE)

Les objectifs du projet sont en accord avec la politique nationale du pays, dans laquelle l'agriculture figure parmi l'un des secteurs clés (Document de Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté, DCSR, 2006-09). Quoiqu'il n'existe pas de politique sectorielle claire, le projet vise à traiter des contraintes importantes reconnues dans le DCSR (dégénérescence des semences, manque des semences de qualité, appui technique et financier insuffisant, impraticabilité des routes et des pistes agricoles, esprit associatif limité, absence des structures de stockage, de conservation et de transformation des cultures agricoles adéquates). Le projet est cohérent avec les priorités de la CE en matière de développement, établies dans le DSP/PIN 2008-13 10ème FED. L'entretien et la réhabilitation des infrastructures routières est l'un des trois axes principaux, ainsi que la lutte contre les effets de la crise alimentaire. Dans la mesure où le projet est ajusté aux priorités de développement national, même si celle-là n'est pas traduite en stratégies réalistes, et est axé sur les résultats, on pourrait dire qu'il respecte les principes établis dans la Déclaration de Paris. En cela, il est conforme avec l'Article 3.3 du Règlement de la CE portant établissement d'une facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement¹).

Cette opération répond pleinement aux objectifs de la Facilité alimentaire de l'UE. De par sa nature, cette opération se situe entre une opération classique d'urgence (distribution d'intrants et d'outillage) et un projet d'investissement à moyen terme (formation d'organisations, et construction/réhabilitation d'infrastructures et d'équipements). Les acquis du projet en termes de connaissance, de méthodes et d'approches opérationnelles (mise en œuvre) peuvent former une base solide pour des programmes d'investissement à venir plus conséquents (scaling up) (Article 1.1). Dans sa mise en œuvre, le projet a fortement associé la société civile, notamment pour encadrer les organisations paysannes (Article 1.3).

Par l'accent qu'il met sur l'amélioration de la productivité agricole et la diversification de la production, et le renforcement des OP, le projet est cohérent avec les objectifs et principes de la Facilité alimentaire de l'UE, à savoir, encourager l'offre de produits alimentaires, et de soutenir des activités destinées à apporter une réponse rapide et directe en vue d'atténuer les effets négatifs de la volatilité des prix alimentaires sur les populations locales, et renforcer les capacités de production et la gouvernance du secteur agricole afin d'améliorer la pérennité des interventions (Article 2.1). Les stratégies et les approches sont conçues et mises en œuvre avec les populations et leurs organisations, le gouvernement et les ONG, et semblent adaptées aux conditions du pays (Article 2.2).

Les activités du projet (intrants, infrastructures, équipements, appui aux organisations paysannes) sont toutes conformes avec celles qui sont envisagées par la Facilité alimentaire de l'UE (Article 3.2). De même, le projet est axé sur la petite agriculture familiale comme le prévoit l'Article 3.3. Les entités bénéficiant du financement (FAO, gouvernement, ONG, organisations paysannes, fournisseurs de service, etc.) sont toutes citées dans l'Article 4.

Le dialogue entre le gouvernement, la FAO et la Délégation de l'Union européenne à Kinshasa a permis de faire un suivi rapproché et efficace des activités du projet. Ceci a permis de réorienter les stratégies d'exécution des activités de réhabilitation des infrastructures, ou d'amender le cadre logique quand le besoin s'en est fait sentir. Ce partenariat devrait se poursuivre au-delà de la durée de ce projet

¹ Article 1.1 du Règlement (CE) no 1337/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 portant établissement d'une facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement.

pour que les acquis du projet puissent réellement servir de rampe de lancement à des programmes d'investissement agricole beaucoup plus ambitieux, capables de répondre aux besoins d'un pays comme la RDC. Le dialogue devrait être élargi à d'autres partenaires notamment dans le cadre des groupes de travail thématiques mis en place pour assurer l'alignement des opérations de développement sur les stratégies et le système du pays, et leur meilleure harmonisation. Ceci devrait être facilité par le fait que la FAO est chef de file du groupe sur la sécurité alimentaire.

Impact sur la sécurité alimentaire

Il semble prématuré de mesurer l'impact direct sur la sécurité alimentaire. A ce jour, le bulletin mensuel des prix alimentaires permet déjà de mieux évaluer les besoins alimentaires de la population et ses multiples conséquences dans les zones ciblées. Le projet table sur une production additionnelle de 16 900 tonnes de produits alimentaires. Une telle augmentation de la production agricole (nourritures et semences de qualité) amènera, en principe, une amélioration de la sécurité alimentaire des populations ciblées, une source additionnelle de revenus et l'amélioration de l'offre dans les marchés secondaires. La production de semences de qualité permettra de répondre à la demande des paysans. Conjuguées avec les effets des autres activités, elle aboutira à une amélioration de la productivité agricole. Toutefois, la production obtenue par un projet avec des moyens si réduits (mais couvrant la moitié de la superficie d'un pays aussi immense que la RDC) n'aura pas la masse critique suffisante pour pouvoir influencer les prix du marché (IOV de l'OG: réduire les prix alimentaires de produits de base d'au moins 70 pour cent).

Les effets du projet semblent résider plutôt dans sa capacité à développer des approches et des partenariats qui pourraient fournir des connaissances et une base opérationnelle pour des investissements futurs. Ce projet permet d'ébaucher une dynamique positive où les acteurs principaux, à commencer par les paysans, leurs communautés et leurs organisations, mobilisent leurs ressources pour travailler et progresser ensemble. La structuration des OP, le renforcement des liens de marché (physiques, économiques, organisationnels) sont des jalons essentiels dans le développement des filières alimentaires, dont le développement futur requiert des investissements substantiels sur des périodes bien plus longues.

Gestion des risques

Le projet semble avoir des résultats importants, et des avantages ou bénéfices substantiels pour les paysans engagés et leurs organisations. Toutefois, la probabilité que ces bénéfices perdurent une fois l'appui extérieur terminé est fonction des risques suivants :

- a. l'inexistence de mécanismes pour réhabiliter les infrastructures (par les communautés, par l'état ou par des entreprises) pour garantir durablement l'accès au marché;
- b. la trop courte durée de l'appui à la structuration des OP qui ne leur permet pas d'avoir une autonomie économique et technique suffisante pour croître et se développer ;
- c. une faible structuration des filières alimentaires et notamment des liens insuffisants entre les OP et leur environnement (institutions financières, fournisseurs de service, approvisionnement en intrants, commerçants, etc.) qui ne permet pas d'assurer la durabilité des services nécessaires pour garantir une offre alimentaire stable ;
- d. les moyens humains et financiers très limités de l'Etat, qui ne permettent pas d'assurer le minimum de biens et de services publics aux producteurs et aux citoyens ;
- e. les conflits persistants en RDC.

Suite à donner

Sur la base des résultats très positifs obtenus et des risques encourus, les voies suivantes devraient être explorées afin de consolider les acquis et d'amplifier la dynamique créée:

- a. **Renforcer la dynamique de partenariat** en élargissant le dialogue à d'autres partenaires notamment des bailleurs de fonds et d'améliorer l'appropriation par les partenaires du pays. Il est également nécessaire de garder l'esprit ouvert quant aux modalités d'exécution des investissements à venir. Les groupes thématiques entre le Gouvernement, les Partenaires au Développement mis en place dans le cadre de l'efficacité de l'aide, pourront servir de tremplin à un tel dialogue.
- b. **Mieux documenter les leçons apprises** relatives notamment aux OP, aux approches opérationnelles, aux GP semenciers, afin de les perfectionner et de les partager. Les difficultés rencontrées (par exemple, la construction et la réhabilitation des pistes) devraient également être documentées pour être discutées
- c. Préparer une stratégie détaillée de **transition de l'urgence vers l'investissement et le développement**, pour ce faire il est nécessaire que chacune des activités puissent trouver un aboutissement, documentation, continuation, intégration dans des institutions ou programmes existants ou futurs... Ce plan doit être adapté à chacune des Provinces ou zones du projet, qui auront des rythmes de transition différenciés.

The Republic of Guatemala

Improving the food supply of the most vulnerable in the departments of El Quiché, Alta and Baja Verapaz in Guatemala

In Guatemala, there is a wide gap between actual and potential staple grain yields. Grain productivity could double if existing technology were properly used. Guatemala is highly dependent on imported food, and thus vulnerable to price fluctuations in international commodity markets. Therefore, it is important to increase the productivity and availability of local grain. Around 51 percent of the population lives in poverty; 71 percent of the poor reside in rural areas and rely on farming activities.

The European Union Food Facility (EUFF) project in Guatemala, jointly implemented by FAO and WFP, aims to reduce the food insecurity and malnutrition of vulnerable populations in the short and medium term by increasing both the agricultural productivity and marketing capacity of smallholder farmers.

Twelve thousand small-scale farmers in 16 municipalities were initially identified by the Government and their own communities as suffering from high poverty, malnutrition and food insecurity. Efforts are under way to help these farmers improve their maize productivity in a sustainable way and to diversify their agricultural systems. In Alta Verapaz, beneficiaries are being supported in the marketing of their produce. The project also provides supplementary feeding support to vulnerable households to prevent the nutritional status of children and pregnant and lactating women from deteriorating.

Two main livelihood systems, two approaches to emergency and development needs

Two main approaches were developed: (i) one for maize producers capable of producing a surplus in Alta Verapaz; (ii) another for farmers unable to produce enough for subsistence in Baja Verapaz and Quiché. Once beneficiaries were selected, livelihood studies and an ongoing consultation with beneficiaries were carried out, enabling project activities to be designed according to specific needs. This approach is part of a project methodology put into place by the Special Programme for Food Security (SPFS) in Guatemala in the last 10 years.

Alta Verapaz – 10 000 beneficiary households

The project focuses on improving the productivity and quality of maize in households with an average of five hectares of agricultural land. Thanks to an increase in production and improved grain quality, farmers are obtaining a surplus, which can be marketed. In some cases, surpluses have been sold through farmer organizations to WFP for the production of VitaCereal¹. This has generated income, which in turn has enabled farmers to diversify their diets. It has also helped producers to become organized and to meet the high quality standards necessary for selling in formal markets.

Baja Verapaz, Quiché – 12 000 beneficiary households

This component targets subsistence farmers with an average of 0.3 hectares of land per household, who are unable to grow enough food for a year. In an effort to make them more self-sufficient, the project seeks to boost and diversify their production through improved maize productivity, vegetable gardens and small livestock rearing. WFP provides food in exchange for improved agricultural practices.

¹ VitaCereal is a fortified food blend developed by the World Food Programme (WFP) and Guatemalan scientists to address malnutrition. Its ingredients include maize, soy and micronutrients.

The idea is that if families achieve one year of self-sufficiency, they are not forced to migrate in search of paid work. This in turn influences other important factors such as children's school attendance and family health. In Quiché, there is potential to sell vegetables locally, and farmers are benefiting from irrigation systems and training in water management. They are able to have an extra cropping season and to extend their period of self-sufficiency.

Achievements to date

The project is aligned with Government policy and priorities of the Food and Nutrition Security (FNS). The EUFF project includes the provision of extension services, the use of improved seeds for staple crops, the development of local markets and diversification, as well as the progressive inclusion of women in decision making within the household and an effective legal framework against domestic violence.

The EUFF project has also been followed by five short-term emergency projects. These emergency projects would not have been able to go beyond the simple distribution of inputs had the EUFF project not been in place to facilitate the rapid training of staff and implementation of these emergency projects.

Achievements in Alta Verapaz

In Alta Verapaz the productivity of beneficiary families has increased from an average of 2.1 tonnes/hectare to an average of 3.5 tonnes/hectare. This has created household surpluses of twenty percent on average. Twenty-three percent of this surplus (1 350 tonnes) was sold to WFP – a higher quantity than expected – which means that at least some of the producers could achieve a good level of organization and meet international quality standards. From the total number of beneficiaries in Alta Verapaz, 27 percent are women and many are single mothers or widows.

In addition to the programmed activities, the project has remained flexible in its design to meet demands from beneficiary populations. Vegetable garden and small livestock activities, which were not programmed in this region, have been added to this component upon demand.

The project has also worked closely with municipalities, increasing their capacity to support their communities. In Raxruha, for example, extension workers hired by the municipality, with the support of the EUFF project, collaborate on different projects through the recently created Rural Development Committee (RDC), which now coordinates 30 projects in the municipality. In doing so, all municipal projects benefit from the training provided to the extensions workers through the EUFF project. At the same time, extension workers supported by the EUFF project are seen as part of the municipal staff.

Achievements in Baja Verapaz and Quiché

Beneficiaries in Baja Verapaz and Quiché have seen their maize productivity increase from an average of 720 to 850 kg/hectare. These households – 46 percent of them headed by women – have also planted vegetable gardens and improved their management of small livestock. Another important achievement is the functioning of the Teaching and Learning Centres (TLC). Community lead farmers – *promoters* – use their land to demonstrate the technologies and best practices introduced in the local agricultural system by the EUFF project. Different types of technology and best practices - many related to conservation agriculture - are being implemented through the project including the avoidance of slash and burn and the incorporation of organic fertilizer in the soil, contour planting, mulching and terracing.

Beneficiary satisfaction with the project is demonstrated by the demand for new types of activities. Thanks to the vegetables gardens, communities in Baja Verapaz are now interested in having drip irrigation equipment and training for vegetable production during the dry season.

The active participation of MAGA and the municipalities has contributed to these achievements. In Baja Vera Paz, MAGA and municipalities are hiring extension workers with their own resources to support project activities. In Quiché, MAGA is supporting extension activities similar to those supported by the EUFF project in four municipalities which were not part of the project.

The coordination between FAO and WFP is also important in Baja Verapaz and Quiché. Some 4 204 EUFF project beneficiary households are part of WFP's "food-for-work" and "food-for-training" programmes. Beneficiary families carry out relevant agricultural practices, which have been introduced and monitored by FAO. In return, they receive food from WFP during the months in which they are not self-sufficient. Part of the food supplied is maize bought from project beneficiaries in Alta Verapaz. WFP and FAO officers in Guatemala agree that this model of collaboration should be continued.

General achievements and project sustainability

The project increased the number of beneficiary households from 12 000 to over 20 000, focusing on households that had never benefited from a project before. Part of this increase was possible due to the interest of some communities that had not been initially selected for the project. These households bought inputs with their own resources and were provided with technical support through the project.

In general, beneficiaries have shown a willingness to invest their own resources in practices promoted by the project. For example, after the distribution of poultry vaccines and the training of *promoters* in their administration, beneficiaries paid for additional doses of vaccines and administered them themselves. In total, 400 000 chickens have been vaccinated, helping to reduce chicken losses during the winter to almost zero.

Rural promoters have played an important role in achieving these results as they have encouraged an exchange of experiences and better communication within the community. It has also been observed that the work of *rural promoters* is important in improving existing social ties within the communities as community members interact during the development of project activities.

The reinforcement of social ties is important for the institutionalization, and thus sustainability, of project activities. In fact, some steps have already been taken, the first being the creation and strengthening of Communal Development Councils (COCODE). The existence of COCODEs means that communities now have institutions that express their demand, facilitate the exchange of knowledge and organize communal activities (e.g. deciding on the use of capital from revolving funds or organizing participation in Teaching and Learning Centres). COCODEs also have a role in the organization of activities not related to the project.

The second step in institutionalizing project activities is done with the municipalities. Sixteen mayors signed letters of agreement with FAO after the start of the project in their municipalities, showing interest in cooperating with this activity. Thanks to this collaboration, some of extension workers who support *rural promoters* in their work have been hired by the municipalities, thus transferring ownership to the mayor. Most municipalities now recognize the role they have to play in agriculture extension and production and allocate funds to activities that were previously used for public works (roads, bridges etc.).

Way forward

Funds from the EUFF project have enabled work that began under the SPFS to continue. In addition to providing the necessary resources, they have also allowed for a certain level of flexibility for adjusting project activities and support according to the demands and needs of the beneficiary households. Thanks to its effective response, the project, after having addressed the most basic needs, has been able to identify new needs and demands.

The EUFF project methodology is serving as an extension model in the country. The project is currently training MAGA extension workers, contributing to the rebuilding of the National Agricultural Extension System (SNEA). This has motivated the Secretary of Food and Nutrition Security Secretary (SESAN) to try to mobilize funds from the Government and development partners – namely a portion of the € 33 million programmed for budgetary support to the Food and Nutrition Security (FNS) in the EU strategy for cooperation and development for Guatemala – for the implementation of an adapted and reinforced EUFF methodology by Government services.

The EUFF project can also contribute to the strengthening of the country's seed policy in coordination with the regional project "GCP/RLA/182/SPA - Strengthening of the staple grains seed production policy in support of smallholder farming and food security" on issues such as the validation of varieties or creation of communal seeds banks. Future contributions from the EUFF project in the improvement of food security in Guatemala could also address the improvement of pest and weed management practices, the introduction of some mechanization and the reduction of crop losses (mostly during the last development stages of maize and post-harvest handling).

Finally, the work of FAO and WFP in assisting the production of quality maize for VitaCereal has shown positive results and should continue to be supported in order to guarantee the sustainability of the newly created farmer groups in charge of commercializing production. With the training and support provided by FAO and WFP, small farmers could be able to supply hospitals and the army. Hence, there is an opportunity for WFP and FAO to keep working together, sharing complementary expertise and experiences.

The Republic of Honduras

Immediate support to restore agriculture-based livelihoods of the most vulnerable rural families affected by drought in the dry region of Honduras

The combined impact of Hurricane Mitch in 1998, drought in 2001, 2002 and 2009 and price hikes in 2008 has affected agricultural productivity in Honduras and the welfare of its rural populations, reinforcing a vicious cycle of poverty.

Over 60 percent of Hondurans live below the poverty line, with 74 percent residing in rural areas. Most of these poor households struggle to access food because of price increases. In August 2008, the cost of the monthly food basket was USD 462, which is above the monthly income of poor households and the minimum wage.

The European Union Food Facility (EUFF) project in Honduras has been designed to provide a quick response to food insecurity. The project aims to tackle problems related to food availability, access and stability in the country's rural areas by improving agricultural systems and productivity as well the post-harvest crop management capacity of subsistence farmers in the dry regions. The project is providing 11 000 households with inputs and training. Of these, 1 500 households are also benefiting from the provision of storage silos; 800 from backyard gardens (which contribute to improved food utilization and stability through crop diversification); 400 from poultry activities (poultry and feed); and 300 from rain water harvesting systems.

The project also plays a role in improving the country's institutional and governance framework, particularly at local level, by establishing partnerships with municipalities and supporting communal organizations such as *cajas rurales* (community-based saving and credit groups).

An emergency project within a long-term development framework

FAO Honduras' programme consists of a number of projects under a common framework, with the Special Programme for Food Security (SPFS) at the centre. Each project developed by FAO Honduras supports one or a few branches of this common framework, which aims to improve food security and nutrition by strengthening the different livelihood assets of Honduran rural populations: natural, physical, financial, social, and human capital. Within this framework, FAO projects promote soil and conservation practices, provide physical capital to the most vulnerable, introduce production, post-harvest, food safety and nutrition enhancing technologies, build capacity on topics related to food security, including environmental conservation and entrepreneurial development, reinforce social structures and help create rural employment opportunities.

The EUFF project in Honduras focuses mainly on two aspects of this strategy: (i) building up the capital of impoverished communities; (ii) and strengthening existing social structures. By adding significant working capital to the global efforts of FAO Honduras, the EUFF – as presented by its national coordinator – “adds speed to an already moving train”.

The project works with existing communal organizations, providing capital through agricultural inputs. The organizations' members establish their own rules for setting up a revolving fund that enables the growth or at least maintenance of the capital introduced by the project in the community over the long term.

The project provides support for the legalization of these organizations into *cajas rurales*, which are micro-financing institutions regulated by the National Fund for Sustainable Development (FUNADERS). The next step is for each *caja rural* to be part of a network. This would allow them to obtain or provide

credit to other *cajas rurales* in the network. The ultimate objective (which was not achieved during the short EUFF project period, but which will be taken up by other FAO Honduras projects) is the coordination of these networks by Savings and Credit Cooperatives. These are formal credit institutions responsible for setting standards and facilitating the network.

The work that is being implemented by the EUFF project benefits from the accumulated experience of the *cajas rurales* and rural extension as well as the human resources of the SPFS in Honduras. For example, the training calendar and curriculum for participants in the EUFF project were designed together with SPFS field staff.

Achievements to date

The FAO EUFF follows FAO Honduras' approach of aligning activities with major national policies (Policy on Food Security and Nutrition - PSAN) and programmes (e.g. *Bono Tecnológico Productivo*¹) while at the same time working with local institutions and partners.

When creating partnerships at the local level, it is important to "keep one foot in social society and another in public institutions", according to a project coordinator. "This is the only way we can move without limping."

The EUFF largely contributes to the efforts of FAO Honduras. The injection of significant capital (seed and fertilizers) provides an incentive to mayors to get involved in food security-related activities. Some municipalities have signed agreements with FAO to financially support complementary activities, such as the storage of inputs or the acquisition of herbicides. It is expected (and this is supported by the experience of the SPFS) that once the mayors are more aware of the results of food security-related activities and the population continues to demand support from the municipalities, food security-related investments could be incorporated into a number of municipal development plans once the project finishes.

Work with civil society consists of strategic alliances with implementing partners and the already mentioned efforts with communal organizations. The EUFF has established strategic alliances with 11 implementing partners. Strategic partners are mainly local organizations, which are preferred to larger international NGOs, as they provide long-term permanent assistance to the communities they serve. By being involved in the implementation of project activities these organizations will be able to strengthen their capacities in technical assistance and project management. The project is building up capacity within communities to be able to recognize demands, express community needs, raise funds, manage projects and provide technical assistance once the project finishes. Achievements in the management and reporting abilities of these institutions have already been verified.

With regard to farmer organizations, the project is working with and reinforcing a total of 523 *cajas rurales*. The *cajas rurales* are recognized by the municipal authorities where they have been implemented or reinforced. In these municipalities, all projects that supply a form of capital to the communities need to be integrated into the framework of each communal *caja rural* and the capital provided included in the revolving fund.

As staple food agriculture is mainly a male activity in the country, there is a risk of not adequately meeting women's needs. Three different strategies have been followed to offset this risk:

- Focus on vulnerable groups, particularly single female-headed families;
- Promote backyard gardens and poultry activities, helping to diversify diets and provide additional income to women;
- Encourage women's participation in the board of *cajas rurales*.

1 National programme that provides seeds and fertilizers for the planting of 0.7ha of maize or bean and, promoting capitalization of the transfer through *cajas rurales*

This last aspect constitutes an example of how *cajas rurales* are not merely institutions that provide credit for agriculture production. Some community leaders also mention the role of *cajas rurales* in providing support to members of the community by financing a visit to the doctor or buying medicines.

Risk management

Through its holistic approach, FAO Honduras is working to mitigate risks within the EUFF activities. For one, work on soil and water conservation technologies improves resilience to adverse climate conditions, while work with local implementing partners and authorities, cushions against the negative effects of political instability at national level, which could jeopardize the implementation of the project.

Way forward

Leaving communities more food secure in the long term can not be achieved solely by an 18 month-project such as the EUFF. As with the risk management strategy, the sustainability of EUFF activities depends on linkages with the work of FAO Honduras and public and civil society partners.

Those municipalities where implementing partners and communities have improved their capacities to the point where they can develop activities promoted by the project are now in a better position to access food for their communities; those municipalities where further support is needed to sustainably improve institutions and capacities will continue to be supported by the existing FAO projects, namely the SPFS.

FAO Honduras' long-term holistic approach to food security has gained the confidence of the country's development partners. This work, along with the EUFF funds – which has proven FAO's ability to carry out large projects in a limited time frame – contributed to the approval by the Canadian International Development Agency (CIDA) of a proposal for USD 16 million for the extension and scaling up of the SPFS.

Farmers in the municipalities assisted by the EUFF will have better financial capacities to continue using the good practices and technologies that have been introduced and to adopt new ones through the new phase of the SPFS.

The Republic of Kenya

Enhancing livestock production to support vulnerable populations in Kenya affected by volatile food prices

Agriculture is the second largest contributor to Kenya's gross domestic product, after the service sector. The majority of Kenyans depend on agriculture for their livelihoods and survival. However, in 2009, the high cost of agricultural inputs and fuel, coupled with a prolonged drought, killed livestock, withered crops and left nearly 4 million people at risk of hunger. People living in the Northern and Rift Valley regions were especially hard hit. Outbreaks of animal diseases and the increased frequency of drought and competition over scarce water resources and grazing lands left pastoralists living in semi-arid and arid regions even more vulnerable.

Following the food crisis, both the pastoral livestock production system and the small-scale dairy production system required assistance. The constraints faced by both systems needed to be addressed immediately to ensure more livestock products on the market and to ease the burden of high food prices on vulnerable livestock keepers.

Project objectives and activities

The project's overall objective is to contribute to the improved food security of targeted rural populations affected by volatile food prices through an increase in the purchasing power of vulnerable households. The project aims to increase livestock products through a rapid supply of inputs and to strengthen the productive capacities of local communities to allow Kenya to resume the growth trend it has experienced in recent years. Activities carried out include: promoting fodder production through the provision of drought-tolerant grass seed; supporting camel milk hygiene and marketing; supporting the smallholder dairy sector through radio-based training; supporting livestock marketing through improved infrastructure; improving information on livestock diseases and movement (using the digital pen technology); and improving the response to disease outbreaks through the purchase and delivery of sufficient quantities of vaccines (particularly for Rift Valley Fever).

Innovative features

The project has a number of innovative features:

- Project activities were aligned with other ongoing projects in the livestock sector, thereby building upon experiences, avoiding duplication of efforts and enhancing sustainability.
- Based on difficulties in reaching a significant proportion of the population, both with this project as well as in the past, the project has designed a radio-based training programme in collaboration with the Government's Dairy Training Institute and Radio Citizen. This has led to the enrolment of almost 5 000 individuals in the course (4 000 more than the initial target). And this only reflects the number of people who paid the registration fees; the programme has an audience of well over one million people.
- The use of the digital pen for disease reporting and mobile phones and text messages for livestock movement control have attracted much attention, with the Government showing interest in using the same technology for the collection of early warning information for the food security sector.

Achievements to date

EUFF objectives

Encourage a positive supply response: By providing seed, the project has enabled the harvesting of significant quantities of both grass and grass seed in areas where grass is exceptionally sparse. This has created a local demand for hay. In many cases, fodder production in irrigated schemes is more profitable than vegetable production. As the production of fodder is keeping pace with livestock production (the primary livelihood in these areas), farms are now supporting rather than competing with wider pastoral systems.

Mitigate the negative effects of volatile food prices: Those dependent on livestock saw their terms of trade erode due to volatile food prices, which meant that they were unable to buy as much food (primarily maize) from the sale of one animal as they could before. The 2009 drought, which drove livestock prices down well below their five-year average, exacerbated this. Since the project's start, however, the terms of trade for livestock keepers have changed dramatically, with an average increase of 122 and 66 percent in the price of cattle and goats respectively from October 2009 to October 2010 (taking prices well above the five-year average). Maize prices decreased by an average of 18 percent during the same period.

Strengthen the productive capacities and governance of the agricultural sector to enhance the sustainability of interventions: Through its integration into Government systems, Government involvement in joint monitoring missions and direct support to Government initiatives on animal health and disease surveillance, the project has positively influenced policy makers' thinking about development approaches. It has also actively advocated the inclusion of similar initiatives in future livestock sector budgets.

Transition from emergency to medium- and long-term response: The project in Kenya is focused on a medium- to long-term response and is built on existing initiatives in order to ensure that the rapid release of funds and the supply of inputs do not undermine longer-term development.

Consistent with the overall strategic framework for the eligible country concerned: The strategic priorities of Kenya's agricultural sector can be split into two broad categories – poverty reduction and the commercialization/promotion of a market-based economy. Through its focus on vulnerable groups and their integration in to markets, the project is fully in line with the strategic priorities of the sector.

Rome Principles

The EUFF project adopted a comprehensive twin-track approach to food security that consists of: (i) direct action to immediately tackle hunger for the most vulnerable; and (ii) medium- and long-term sustainable agriculture/livestock, food security, nutrition and rural development interventions to eliminate the root causes of hunger and poverty. The project has created the conditions for production increases, including access to inputs, markets, animal health facilities, fodder production and capacity building through Pastoral Field Schools. The project has also promoted research for food and agriculture in order to ensure the limited amount of funding available is used to target and effectively fill any gaps. Through this approach, the project is supporting coordination between different initiatives and enabling institutions to work with one another, each playing to its own strengths.

As a result, the project has strengthened synergies among stakeholders and contributed to reinforcing already well-established partnerships with the Government, national agricultural research institutes, UN agencies, NGOs and the private sector.

Impact on food security

Significant progress has been made towards achieving the overall objective of *“Improved food security of targeted rural populations affected by the volatile food prices”*. Most notably, the percentage of children under five who are at risk of malnutrition has dropped from 18.6 percent at the start of the project to 14.85 percent (against a project target of less than 15 percent, based on the average MUAC¹ rate taken across four representative districts – Garissa, Isiolo, Mandera and Kajiado). Malnutrition rates have increased slightly as the 2010 dry season continues. Rates have risen from a low of 13.9 percent in July to the most recent figure of 14.85 percent (which still remains well below the five-year average). It is difficult to measure the extent to which these improvements can be attributed to the project. However, one significant difference from this year, compared with previous El Niño years (1998 and 2008), is the absence of a Rift Valley Fever (RVF) outbreak. The impact on food security is very clear; there have been no market closures or movement bans, meaning that livestock have been able to return home (increasing the availability of milk). Prices for livestock have increased to well above their long-term average, whereas they failed to do so during the El Niño years because of market closures. Therefore, it is highly likely that the project has contributed significantly to the progress made towards achieving an *“Improved purchasing power of targeted vulnerable households”*, especially with prices of cattle and goats increasing by 122 and 66 percent respectively against the baseline figures. The decrease in maize prices (as a result of Government intervention) has also helped to improve the purchasing power of pastoralists. At the start of the project, one 50 kg bag of maize was exchanged for the equivalent of 1.6 goats; this has now dropped to 0.96 goats.

Lessons learned

By building on existing initiatives and enhancing coordination among implementing partners, the project has achieved a significant amount with the funds available. Relationships with the Government have been exceptionally strong; the Ministry of Livestock has recommended that the project be scaled up through FAO. Based on this recommendation, the EU has set aside € 5 million for FAO to assist in the coordination and assessment of innovative opportunities in its forthcoming dry lands programme under the 10th European Development Fund.

A main lesson learned is that it is important that projects work through existing structures and entities, and complement and build synergies and partnerships with ongoing national and international projects to increase impact and enhance sustainability. This also allows the scaling-up of successful project components. The design of this project has also shown the importance of linking emergency programmes with development-oriented programmes at the outset of operations.

Way forward

Exit strategies: Fodder: Fodder production groups are being provided with business skills training and linked to available markets to ensure continued benefits from fodder production after the project has ended. **Animal Health:** One of the key factors limiting the sustainability of the provision of rural animal health services is the lack of coordination between the Director of Veterinary Services and NGOs. In many cases, there have been disagreements between the two parties on the most appropriate methods for sustaining services. The project has organised a workshop, which will be run by the District Veterinary Services (DVS), to chart a way forward in terms of the signing of a Memorandum of Understanding

¹ (MUAC) = mid-upper-arm circumference

between NGOs and the DVS, clearly stipulating the support that each entity can expect from the other. The workshop will also outline clear parameters for situations where the DVS will accept the use of community animal health workers (one of the key controversial issues between NGOs and the DVS). The project is supporting a radio-based training programme that is being provided by an existing Government institution and which is in line with the goals and objectives of the Ministry of Livestock Production. The running costs of the programme could therefore be covered within the normal Government budget. Despite this, the costs for airing the programme (which are separate from the running costs) pose a major challenge to sustainability. The project will use the programme's first pilot to attract private investors (e.g. an Agro Vet company will be asked to support the animal health module while a processing company will be asked to support a module on milk hygiene) as well as other donors. **Livestock Marketing:** Although the project is supporting the construction of livestock markets, the main focus of this component is on the community management of livestock markets. The development of agreements of shared revenues (between community institutions and county councils) and the provision of management training constitute the exit plan for this component.

Catalytic role: The work that this project has pioneered on disease surveillance and the tracking of livestock movement have stimulated a significant amount of thought and discussion within the Government department of veterinary services. The project team was asked to support the development of a concept that links improved disease surveillance to improved access to international markets. This concept will be presented by the department to international donors. If funded, it will re-define the shape of veterinary service delivery and livestock market access in the country.

Country Strategy: During the course of this project, Kenya has achieved a number of significant milestones. It has adopted a new constitution, defined its Agricultural Sector Development Strategy (ASDS) and passed a new livestock policy. As a result of its role in this project, FAO has been elected as a key member of a task force designed to map out the implementation modalities for the livestock policy. The work of the project is in line with the recently formed country strategy and the next phase will fully support progress towards the national goals of poverty reduction and improved access to markets as defined in the ASDS.

The Kingdom of Lesotho

Support to vulnerable farming households affected by soaring food and commodity prices in Lesotho

Lesotho is a small country in southern Africa and one of the Continent's poorest. Around 59 percent of the population lives below the poverty line, with some 40 percent living in extreme poverty. The country has one of the highest HIV/AIDS rates in the world, with over 23 percent of the population believed to be infected. This has had serious consequences for the country's productive workforce. Most people in Lesotho reside in rural areas and depend on subsistence agricultural for their survival.

According to data collected by FAO during the period April-December 2008, prices of maize seed rose by 35 percent, sorghum by 34 percent, beans by 60 percent and fertilizer by 208 percent. The combination of rising food and agricultural input prices made people more vulnerable to hunger and food insecurity. In order to cope, vulnerable households tend to focus what resources they have towards meeting immediate food requirements at the expense of buying farming inputs (seeds, fertilizers and tillage). There is an urgent need to provide productive safety nets that ensure that already vulnerable households do not become even more vulnerable to food insecurity. Furthermore, given the limited arable land available in Lesotho, it is important to promote farming practices such as conservation agriculture, which increase productivity. These efforts should also be complemented by efforts to promote self-reliance in accessing inputs. Open pollinated variety (OPV) seeds can be recycled for two to three seasons, particularly if the large ears are selected at harvest, properly dried and safely stored for use as seed in the next season.

Project objectives and activities

The project's overall objective is to mitigate the impact of soaring food prices on vulnerable farming households. To help farmers increase food production during the main cropping seasons in 2009/2010 and 2010/2011, FAO is facilitating the provision of agricultural inputs to 35 700 households through Input Trade Fairs (ITFs). These fairs enable farmers to use vouchers to buy good quality seed, fertilizers and other inputs from participating local vendors. FAO has been supporting these fairs for a number of years in Lesotho as a way to stimulate local production. In addition, farmers receive training to be able to maximize production from the inputs. Through the first round of trade fairs, more than 22 000 farmers were able to access 715 tonnes of seed – maize, pea, wheat, sorghum, beans, potatoes and vegetables – as well as fertilizers and agricultural tools such as yokes, chains and hand hoes. Most of the seeds were OPVS. In the second round of ITFs, so far over 12 000 farmers have accessed 368 tonnes of seed, 119 tonnes of inorganic fertiliser and 3 146 tools/pieces of agricultural hardware. More than 90 percent of the seeds were OPVs. Depleted soil resources have seriously hampered agricultural productivity in Lesotho. This project has provided technical support to farmers to practise conservation agriculture, a technique that helps restore the health of the soil, paving the way for higher yields. Over 900 farmers have been identified to participate in this activity. FAO has also provided technical support to seed producers so they can multiply certified seed for sale through the ITFs and other input trading channels. FAO is working closely with Lesotho's Ministry of Agriculture and Food Security (MAFS) to implement the project, helping to strengthen the capacity of the Ministry to carry out similar activities in the future.

Innovative features

An innovative feature of the European Union Food Facility (EUFF) project is that, from its inception, it has built on a supportive policy framework, strong Government commitment and the foundation laid down by previous projects. The project steering committee is chaired by the director of field services in the Ministry of Agriculture and Food Security (MAFS) and three other departmental directors are committee members. In this way, the Government has a strong influence in steering the course of the project. By implementing all aspects of the project, FAO has adopted the approach of working side-by-side with MAFS staff to build their capacity for implementation of similar interventions in the future.

The project is also linked with the ongoing Government input subsidy programme where agricultural inputs are subsidized by 30 percent. Project beneficiaries have been able to access Government-subsidized fertilizer cheaply.

Three agricultural seasons ago, through a Technical Cooperation Programme (TCP) project, FAO supported farm-level multiplication of certified open pollinated maize and bean seed. The project was very successful, resulting in the creation of an energetic cadre of small-scale seed producers – a first for the country. However, these farmers faced considerable marketing challenges for the seed; they were competing with large multinational seed producers from South Africa, who have better economies of scale and an established reputation. Furthermore, the small-scale seed producers were producing relatively unknown maize seed varieties.

However, in addition to MAFS efforts to advertise the seed through the media, the EUFF project, provided seed producers with an outlet for their seed through input trade fairs. The organization of these input trade fairs is another innovative feature, which has helped to facilitate the timely delivery of inputs. Through this system, vouchers with a cash value are distributed to farmers identified as requiring assistance. These farmers gather at the fairs and 'purchase' agricultural inputs and seeds of their choice, using their own discretion as to which items meet their specific needs. The fairs also provide a market for local producers of quality OPV seed, which are not always available from commercial suppliers. Input trade fairs support local agricultural retail businesses and encourage them to expand trade in more remote areas, benefiting themselves and the farmers. The project has made HIV and AIDS testing and information provision accessible to farmers throughout the country by inviting Population Services International, an AIDS service organization, to provide these services during the ITFs. Under normal circumstances, the long distances travelled to access such services often prevent communities from accessing them.

Achievements to date

EUFF objectives

The project has encouraged a positive supply response and has responded rapidly to help ease the negative effects of volatile food prices on farming communities (22 551 in 2009 and 12 820 in 2010, of which 47 percent of the beneficiaries were female). By strengthening the capacity of selected vulnerable households to practise conservation agriculture and on-farm seed production, and by supporting Government extension workers, the project has shifted from an emergency to a medium-term response. The fact that more than 90 percent of the seed accessed through the ITFs were open pollinated varieties also augurs well for farmers being self-sufficient in seed for the next few seasons. Thanks to this project and previous efforts, national capacity for on-farm seed multiplication has also been strengthened.

Rome Principles

The EUFF project has fostered coordination and stakeholder involvement, and there is a national Government commitment to improving agricultural production.

Impact on food security

Feedback received from Government officials, extension workers, lead farmers, agro-dealers, etc., has been universally positive. The project conducted a post-harvest assessment in mid-2010. Across all of the country's agro-ecological zones, farmers who had received assistance had better harvests than those farmers not assisted.

Lessons learned

Conservation agriculture is a proven technology for increasing productivity and managing climate risks. However, experienced practitioners indicate that the conservation agriculture learning curve is very long. Over the last five seasons, FAO and other partners have supported the Government in promoting conservation agriculture, and the current project has provided the necessary resources to enable more farmers to practise these techniques. Conservation agriculture enables farmers to manage climate risks by minimizing input costs (e.g. costs of tillage and weeding can be significantly reduced through conservation agriculture). Because conservation agriculture improves the soil's moisture holding capacities, it also buffers crops from droughts and dry spells.

A key lesson learned is that for conservation agriculture to succeed, efforts to promote it and to provide the necessary training to farmers and extension staff need to continue.

Input trade fairs are an excellent way to make inputs accessible to farmers, especially in a country with a difficult terrain such as Lesotho. One lesson would be to improve on the methodology, taking into account practices in other parts of the world (e.g. the use of agro-dealers already present in certain areas), and in certain contexts, the use of electronic vouchers to minimize paperwork and increase efficiency. It is also important not to associate ITFs just with an emergency response. There is no reason why they cannot be used in a development context.

MAFS has embarked on a programme to expand and scale up conservation agriculture and open pollinated variety seed production. Given that MAFS has been promoting and providing resources for conservation agriculture in the country for several years now, their commitment to building on the successes of this project is evident.

It is important that projects work through existing structures and entities and complement and build synergies and partnerships with ongoing national and international projects to increase impact and enhance sustainability. This also allows the scaling-up of successful project components. Linking emergency programmes with development-oriented programmes should also be considered at the outset of operations.

Way forward

The project has involved MAFS staff in the planning and implementation of all project activities to ensure that once the project ends, staff from the Ministry will have the capacity to take over project activities. MAFS staff have been actively involved in ITFs, monitoring and evaluation (post-planting and post-harvest surveys), seed security and conservation agriculture. In addition, farmer training in basic crop management was undertaken during the cropping season to ensure that farmers have the necessary skills to optimize their yields.

The amount of open pollinated seed varieties traded in ITFs has increased from 70 percent in 2009 to 90 percent in 2010. The idea is to ensure that once beneficiaries receive support in the input trade fairs, they can continue to have seed from their own harvest for a number of seasons.

Finally, the project commissioned a study to review input trade fairs with a view to making recommendations to MAFS for the mainstreaming of this input delivery approach into existing approaches. The findings will be presented to stakeholders (MAFS and the project steering committee) for discussion, with a view to reaching consensus on the way forward.

La République du Niger

Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants Coopératives (IARBIC): réhabilitation et renforcement des moyens d'existence des populations rurales au Niger

Le Niger est caractérisé par un climat difficile et une faible fertilité naturelle des sols, ce qui pénalise lourdement la production agricole. Les sols sont généralement acides, pauvres en matière organique, et présentent des carences importantes en phosphore et en azote. La pression démographique y est très forte (le rythme annuel de croissance de la population est de 3,3 pour cent), et les ménages ont du mal à produire suffisamment d'aliments pour assurer leur subsistance. Cette situation d'insécurité alimentaire est exacerbée par la pauvreté qui sévit dans les zones rurales et par des chocs extérieurs comme les inondations et les sécheresses.

Bien que le gouvernement ait fait des efforts pour affronter les problèmes auxquels se heurtent les agriculteurs et le secteur de l'agriculture, l'envolée des prix des denrées alimentaires et des intrants agricoles a frappé très durement les ménages vulnérables. La Facilité alimentaire de l'Union européenne a répondu à la situation au Niger en fournissant 3 millions d'euros pour étendre et renforcer le projet existant connu sous le nom de "Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants Coopératives (IARBIC)".

Le projet IARBIC s'inscrit dans le prolongement d'expériences et de succès antérieurs de la FAO. De 1999 à 2008, le projet de promotion de l'utilisation des intrants agricoles par les organisations de producteurs (connu sous le nom de "Projet Intrants"), a fourni auxdites organisations les intrants agricoles (engrais, pesticides, semences) de manière novatrice en mettant en place un mécanisme de crédit sur nantissement des stocks (technique également connue sous le nom de warrantage) pour financer l'achat d'intrants, la distribution d'intrants au moyen des boutiques d'intrants agricoles (connues sous le nom de boutiques d'intrants) et une formation pour apprendre à mieux utiliser les engrais par le biais des techniques de "microdosage" et de l'achat collectif des intrants. Les écoles pratiques d'agriculture font également fonction de systèmes de participation aux services de vulgarisation agricole servant non seulement à former des producteurs aux techniques d'exploitation, mais aussi à renforcer leur capacité de prendre des décisions en ce qui concerne la gestion intégrée de leurs champs dans le respect des conditions agro écologiques et socio-économiques locales.

Les activités du projet au titre de la Facilité alimentaire de l'UE sont centrées sur un petit nombre d'interventions inter-reliées, y compris la construction et la réhabilitation des boutiques d'intrants agricoles et les facilités permettant le financement sur entrepôt, l'appui à l'organisation de la production de semences certifiées, l'établissement d'écoles pratiques d'agriculture, la fourniture d'engrais pour les boutiques d'intrants agricoles, la mise en valeur et la réhabilitation d'un site de 100 ha divisés en petits jardins potagers qui pour une bonne partie étaient cultivés par des groupes de femmes et de jeunes. Ces activités, dont ont directement bénéficié 56 000 ménages ont été élaborées en tenant compte des demandes d'assistance formulées par les organisations de producteurs participant au projet IARBIC.

Caractère innovant

Ce projet au titre de la Facilité alimentaire de l'UE repose sur 12 années d'expérience de la FAO au Niger consacrées à la mise en place d'un réseau de boutiques d'intrants agricoles confiées aux associations d'agriculteurs qui les gèrent et d'un mécanisme de financement sur dépôt qui a eu du succès et qui a acquis une certaine réputation dans la région.

Les boutiques d'intrants agricoles

Les boutiques d'intrants agricoles ont été créées pour faciliter l'accès des agriculteurs à des intrants agricoles de qualité et pour favoriser l'échange et la diffusion d'informations sur les techniques de production agricole. Elles fonctionnent comme des centrales d'achat en gros des intrants agricoles qu'elles revendent en petites quantités adaptées aux besoins et à la trésorerie des agriculteurs. Les achats ne peuvent être réglés qu'en espèces et les intrants sont vendus au prix coûtant. Les boutiques louent également du petit matériel agricole et fournissent des avis aux clients.

Système de crédit sur nantissement des stocks

Le mécanisme des *warrants* permet aux organisations de producteurs d'obtenir un crédit à court terme auprès d'une institution financière contre présentation des récépissés de mise en dépôt de leurs excédents saisonniers dans un entrepôt sûr et fiable à titre de sécurité. Ce prêt permet non seulement aux agriculteurs de satisfaire leurs besoins de liquidités au moment de la récolte sans être obligés de vendre leur production au moment où les prix sont au plus bas, mais surtout, et c'est plus important encore, il leur fournit un capital qu'ils peuvent investir dans des activités génératrices de revenus. À l'échéance, l'agriculteur rembourse ce qu'il doit et récupère le stock laissé en nantissement. Il peut alors le vendre à un prix supérieur à celui qu'il aurait pu en tirer au moment de la récolte. Si l'emprunteur ne rembourse pas à l'échéance, la banque saisit le stock et le revend à un tiers.

Le concept n'est pas nouveau et la pratique est largement répandue en Amérique latine et dans certains pays d'Asie. Le bon fonctionnement d'un tel mécanisme de warrantage suppose l'existence d'un système complet de stockage avec des installations et des opérateurs fiables. Ceux-ci doivent non seulement disposer de l'infrastructure et des compétences techniques nécessaires en matière de gestion du stockage et de contrôle des ravageurs, mais ils doivent avoir des compétences en gestion d'entreprise et ne pas être soumis à des pressions politiques, afin d'offrir une garantie raisonnable quant à l'intégrité des stocks en dépôt. Au Niger, afin de tenir compte des contraintes et du potentiel spécifiques du pays, ce système de crédit sur warrants a été adapté à un mode de fonctionnement qui met directement en présence les organisations d'agriculteurs et les institutions de micro-finance. Les organisations signent les contrats de crédit avec les institutions de financement locales participantes au nom de leurs membres, puis redistribuent les prêts individuels aux exploitants en fonction du volume des stocks de produits mis en dépôt.

Réalisations à ce jour

Cohérence avec les stratégies nationales de développement et les objectifs de la Facilité alimentaire de l'UE

Ce projet au titre de la Facilité alimentaire s'inscrit dans le droit-fil de la stratégie nationale de développement accéléré et de réduction de la pauvreté, qui vise à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et qui est la stratégie mère à partir de laquelle sont élaborées toutes les stratégies sectorielles et les plans annuels. Sur la base de la stratégie de réduction de la pauvreté, une stratégie de développement rural a été élaborée qui couvre tous les aspects de la production agricole. L'ARBIC en particulier relève du programme 3 de la stratégie de développement rural, qui est centré sur la mise en place d'organisations professionnelles et la structuration de filières de valeur agricoles. Ce programme, dirigé par la Banque mondiale, vise à accroître la production de l'agriculture, des forêts et du secteur agro-pastoral en renforçant l'organisation et la capacité des différentes filières de valeur en vue de mieux identifier les opportunités de marché et de coordonner les actions. Il est aussi pleinement intégré dans la stratégie nationale pour les achats conjoints et décentralisés d'intrants destinés à l'agriculture durable (SIAD).

Les objectifs du projet au titre de la Facilité alimentaire de l'UE sont également alignés sur le Document de stratégie pays de la Commission européenne (DSP) 2008-2013, en particulier dans les domaines d'activité visant à appuyer la croissance rurale, à améliorer la sécurité alimentaire et à renforcer les organisations rurales.

Les activités du projet sont conformes aux objectifs de la Facilité alimentaire de l'UE notamment les mesures visant à améliorer l'accès aux semences, à maintenir et à améliorer la capacité de production agricole et à répondre aux besoins alimentaires de base des populations les plus vulnérables.

Le facteur sexe est d'une grande importance pour la sélection des bénéficiaires. Cela est particulièrement vrai pour le volet du projet concernant les jardins potagers, puisque certains secteurs sont entièrement gérés par les femmes. Le projet s'efforce d'atteindre davantage de femmes et de groupes vulnérables en adaptant comme il se doit ses méthodes de formation. Il est envisagé de recourir aux communications radio et orales et de resserrer la collaboration avec le projet Dimitra et le "Projet Capitalisation" pour tirer parti de leur expertise dans les approches participatives de l'échange de connaissances et dans la prise en compte intégrale des questions de parité hommes-femmes.

Progrès accomplis dans la mise en œuvre du projet

La mise en œuvre du projet est en bonne voie. Quarante-cinq des 75 boutiques d'intrants agricoles ont été construites. Sur les 100 installations d'entreposage dont la construction était prévue, 73 sont terminées. Des activités pour réhabiliter 50 installations d'entreposage existantes ont été lancées et progressent au rythme prévu. Les 30 écoles pratiques d'agriculture ont reçu la formation prévue et l'aménagement de la moitié des sites destinés aux jardins potagers est terminé.

Les impacts sur la sécurité alimentaire

Comme le projet consiste à renforcer et à développer les expériences antérieures qui avaient été couronnées de succès, on s'attend qu'il ait des incidences positives. L'établissement des boutiques d'intrants a eu un effet positif sur la production agricole dans des régions ciblées étant donné que les cultivateurs ont eu accès à des intrants de qualité à un prix raisonnable et dans les quantités correspondants aux superficies cultivées.

La fourniture de 650 tonnes d'engrais par le projet aux 188 boutiques d'intrants agricoles a eu un effet très positif pour les zones bénéficiaires. Les revenus produits par la vente des engrais ont procuré aux boutiques d'intrants des liquidités pour acheter davantage d'engrais. L'emploi de ces engrais devrait permettre d'obtenir de meilleurs rendements des cultures dans les zones bénéficiaires.

Selon le rapport de suivi axé sur les résultats de la Facilité alimentaire, le projet, en facilitant les approvisionnements en semences certifiées, a amélioré les approvisionnements et l'accessibilité des populations cible aux aliments de base, contribuant par là à la sécurité alimentaire.

Les semences certifiées obtenues grâce à l'aide du projet sont considérées par les groupes de producteurs et les exploitants agricoles eux-mêmes comme les meilleures que l'on puisse se procurer sur le marché. Des semences conditionnées en petites quantités ont reçu un label de marque du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, ce qui témoigne de la confiance qu'inspirent les semences produites sur le plan de la qualité. La composante multiplication des semences du projet a également joué un rôle de catalyseur pour d'autres activités économiques. Les revenus tirés de la production de semences ont été réinvestis dans d'autres activités génératrices de revenus comme l'élevage par exemple. Dans les régions où c'est la composante maraîchage du projet qui est mise en œuvre, on s'attend aux mêmes résultats.

Les activités de formation et de tutorat auprès des organisations d'agriculteurs ont renforcé la cohésion des communautés et des groupes ciblés par le projet.

Enseignements tirés

Le projet est en train de mettre en place l'infrastructure physique et il fournit également une formation à la gestion des boutiques d'intrants, au système de warrantage, à la multiplication des semences et aux techniques de maraîchage. La mise en œuvre du projet suit son cours et les lignes techniques du projet d'intervention ont les effets souhaités tout en permettant au groupe de producteurs et aux cultivateurs de se consacrer à d'autres activités économiques.

Il reste toutefois nécessaire de renforcer encore et de continuer à soutenir les capacités de gestion financière et de gestion d'entreprise des organisations de producteurs pour ce qui est de la gestion des boutiques d'intrants et tout ce qui concerne le système de warrantage. Le volet multiplication des semences a produit des semences de qualité, mais une aide supplémentaire est nécessaire pour tirer tout le parti de ce résultat positif en mettant en place un cadre légal efficace (certification, accréditation) et pour renforcer les capacités commerciales des organisations de producteurs qui produisent les semences.

Une meilleure coordination et une meilleure collaboration entre les projets au titre de la Facilité alimentaire au niveau du pays aiderait également à améliorer l'impact de la Facilité alimentaire de l'UE sur la sécurité alimentaire dans le pays. Par exemple, le projet de la FAO pourrait obtenir un impact supérieur dans les domaines de la santé et de la nutrition liée à la sécurité alimentaire grâce à une collaboration plus étroite avec le projet géré par l'UNICEF, qui élabore et qui diffuse des outils de promotion spécifique concernant l'eau potable, l'hygiène et les aspects sanitaires.

La voie à suivre

Comme cela a été dit plus haut, le projet au titre de la Facilité alimentaire se situe dans le droit-fil des stratégies nationales pour la sécurité alimentaire et le développement, y compris les stratégies de développement et de réduction de la pauvreté, la stratégie de développement rural et le projet d'achat conjoint intrants agricoles pour assurer une agriculture durable au Niger. Les efforts entrepris pour restaurer et renforcer les capacités des boutiques d'intrants existants, les installations d'entrepôts de warrantage et les groupes de producteurs incitent fortement à accroître la production et les revenus des agriculteurs afin d'assurer une viabilité à long terme.

Pour ce qui est des boutiques d'intrants, des installations d'entreposage et du volet de certification de semences nouvellement établis, le cadre temporel de deux ans semble passablement ambitieux et il est nécessaire de renforcer davantage les capacités financières et de gestion d'entreprise des groupements de producteurs afin d'optimiser les résultats et les avantages attendus du projet. Le projet au titre de la Facilité alimentaire cherche à renforcer les liens avec le "Projet Capitalisation" financé par la Belgique. Ce projet vise à améliorer l'accessibilité et la diffusion de l'information aux agriculteurs hommes et femmes concernant les bonnes pratiques dans l'agriculture et à dispenser une formation en gestion des boutiques d'intrants et des installations d'entreposage. Une telle collaboration peut aider à assurer la durabilité des interventions de la Facilité alimentaire de l'UE au Niger. Une note de synthèse est en cours de préparation qui mettra en lumière les besoins en matière de renforcement des capacités des groupes de producteurs de sorte que les installations nouvellement établies au titre du projet relevant de la Facilité alimentaire de l'UE puissent fonctionner pleinement sans assistance extérieure à long terme.

The Islamic Republic of Pakistan

Addressing the negative impact of rising food prices on food insecure and vulnerable households in Pakistan

The 2007-2008 international soaring food price crisis significantly worsened the food security situation in the Islamic Republic of Pakistan. Relying heavily on imports to feed its population, national agricultural production is undermined by a combination of factors, including unfavourable weather conditions, recurring floods, limited access to quality inputs and rapid urbanization distorting production and supply chains. The increased cost of seeds, fuel and fertilizers and declining yields, combined with the widening gap between demand and supply, meant that approximately 17 million people joined the already 60 million food-insecure, bringing the total number to about half of the country's population.

Rural households, particularly in the Western provinces bordering Afghanistan, were the most affected. At the time of the crisis, one-third of Pakistan's population lived below the poverty line; 75 percent of the poor lived in rural areas. Poor households' spending on food increased to more than 70 percent of their incomes, undermining their ability to meet education, healthcare and other basic needs.

Measures for improving domestic food supply were therefore urgently required to address food security in deficient areas and to contribute to stabilizing food prices in general. The European Union Food Facility (EUFF) project was designed and launched in that emergency scenario.

The project is the single largest EUFF intervention in terms of budget (€ 24 702 081). The strategy is aimed at increasing production and productivity to reduce the impact of rising food prices and food insecurity of rural households in 17 of the most affected districts of Balochistan, NWFP, Sindh and Punjab provinces. The specific project actions include: (i) distribution of quality agricultural inputs (fertilizers, high-yielding and drought-resistant seeds and machinery); (ii) provision of post-harvest storage silos; (iii) rehabilitation and construction of irrigation channels/water harvesting structures; (iv) capacity building through extensive training at both farmer and local agricultural authority levels. A total of 166 710 households were targeted (equivalent to approximately 1 167 000 people).

During the second year of project implementation, Pakistan experienced floods (August and September 2010) that devastated agricultural lands and crops and destroyed infrastructure in rural and urban settlements across the country. In the context of this much larger humanitarian emergency, which affected almost 20 million people, part of the EUFF project's input distribution component was reoriented to urgently provide seeds and fertilizers to an additional 55 000 flood-affected vulnerable farming households in pre-existing project areas.

Innovative features

The project will continue until the end of June 2011, and progress towards expected results and objectives is on track. It is too early to fully assess the project's impact on longer-term food security; however, success stories and innovations can be already identified.

The capacity development component has represented a major area of work during the first 18 months of implementation. Project counterparts implemented an integrated Capacity Building Plan, involving both national authorities and farmers. The implementation of this Plan covered thematic, targeted trainings including wheat, pulse and vegetable production technologies and management of post-harvest losses through Farmer Field Schools (FFS) and Women Open Schools (WOS). By the autumn of 2010, 13 973 female farmers had participated in WOS out of a total of 36 041 beneficiaries of the Capacity Building Plan. This achievement resulted from the tailoring of previous FAO good practices to

the specific Pakistan context, through, for example, the use of female trainers in household compounds. Enhancing the capacity of women, particularly in small-scale vegetable production, has been pursued with a view to generating additional income and to contributing to the stability and diversification of diets and food availability, with particular emphasis on off-season vegetable production.

The promotion and development of farmer community groups has been carried out in order to facilitate and streamline the interaction between the project and the targeted beneficiaries. Four different types of groups have been set up, including cereal growers, vegetable growers, water users association (WUAs) and machinery pool groups (MPGs). These farmer groups play a key role in promoting entrepreneurial approaches in household-based agriculture. The groups were the main recipients of extension services focused on micro agribusiness and income generation, with significant potential to positively impact on women's incomes.

The machinery component represents a key transfer of technology activity, which will strongly impact agricultural production. A total of 100 MPGs have been formed to receive, manage, operate and maintain the machinery kits provided by the project. Operational guidelines have been elaborated to define roles and responsibilities of MPG members and to ensure the proper use of the machinery distributed. In the medium to long term, these measures are expected to strengthen the sustainability of the investment undertaken.

Achievements to date

EUFF objectives and principles

The project is on track with regard to the implementation of initially planned activities. The results achieved so far are encouraging and show alignment with core EUFF principles and objectives. The project will provide agricultural inputs to 106 055 households for at least three seasons between autumn 2009 and spring 2011, ensuring continuity of assistance for as long as possible. During Rabi 2009 (spring harvest), a total of 83 338 households received agricultural inputs, which was increased for the Kharif 2010 (autumn harvest) and Rabi 2010 distribution campaigns to 106 055 households. Procurement for the Rabi 2010 season has recently been completed, for a total of 4 503 tonnes of DAP fertilizer, 4 503 tonnes of Urea fertilizer, 4 503 tonnes of various wheat seed varieties, 64 tonnes of lentil seed and 106 055 packets of vegetable seed. All seed procured for both Rabi 2009 and Kharif 2010 seasons met the required quality standards.

Due to the August 2010 monsoon floods, it was agreed to extend the Rabi 2010 seed and fertilizer distribution component and reach an additional 55 000 households in areas hit hard by floods.

Irrigation related works are progressing. Two hundred and sixty-five irrigation rehabilitation schemes have been identified, while the construction of 203 water harvesting structures is ongoing. The 2010 floods affected 63 of the irrigation schemes identified for rehabilitation, which will benefit approximately 22 700 households. Additional assessments are being completed to determine whether alternative sites in the same districts have to be identified.

It is too early to fully understand the project's impact on food production and food security, as the assessment of the outcome and impact of the Kharif 2010 intervention is still under way. The Rabi 2010 inputs will only be harvested in May/June 2011 while the Kharif 2011 inputs will be harvested in September 2011. However, data from the assessment of the outcome of the Rabi 2009 season shows that good wheat yields were obtained across all four target provinces, with increases between 24 and 67 percent over average yields. This will help ensure that basic food requirements for an average family are satisfied (based on 150 kg per person per annum), as well as provide planting seed for future seasons and additional income. Based on the Rabi 2009 outcome, the percentage of households with less than three months food self-sufficiency has decreased from 26.2 to 12.1 percent, when compared against project baseline data.

Rome Principles

The project is in line with the Government of Pakistan's ongoing national programme for food security ("Crop Maximization Programme Phase II – Productivity Enhancement of Small Farmers in 1,012 Villages"). The EUFF funding complemented the Government budget allocations for cash transfer programmes (targeting 5.2 million food-insecure households) enabling support to part of the 1.8 million households that remained without assistance. Effective participation of the Government at different stages of project design and implementation has been achieved. National counterparts contributed to the identification of target areas, selection of household beneficiaries and definition of technical specifications of inputs to be procured. This was possible thanks to the capacities of national counterparts (at both central and local levels), which are critical in maximizing the impact of FAO technical assistance.

The project has also been designed and implemented in coordination with WFP. FAO seed distribution has been complemented by the distribution of food assistance by WFP to the same beneficiaries. The WFP intervention is supporting FAO objectives by avoiding consumption of the seeds distributed for crop production as food. In 2009, WFP provided food assistance to the 55 900 most vulnerable of FAO identified farming households across 13 Districts. In addition, WFP is supporting food-for-work activities related to FAO's irrigation channel rehabilitation and water harvesting infrastructure work. Joint FAO-WFP activities have been particularly effective, maximizing synergies of the respective organizations.

The presence of decentralized project offices in Sindh and Punjab was critical in supporting the launch of the 2010 monsoon flood relief response by the UN and other humanitarian partners.

Way forward

In order to mitigate the negative effects of volatile food prices, the project is specifically aimed at revitalizing the market economy, improving the efficiency of critical productive infrastructure and providing small farmers with access to high quality agricultural inputs. The implementation of the integrated Capacity Building Plan, involving farmers and governmental agricultural institutions, is contributing to enhanced agricultural productivity. The combination of project components was designed to facilitate the transition from an emergency situation to longer-term food security.

The assistance provided by FAO in the selection and procurement of high quality and, wherever possible, disease and especially rust resistant wheat seeds, has added value to national agricultural management capacity. It is expected that the Government and the international donor community will mobilize resources to bring continuity to the intervention, in particular by strengthening the stability and sustainability of food production and distribution.

The Republic of the Philippines

Increasing rice yield and productivity through the promotion of small-scale irrigation and integrated crop management systems in rainfed areas renewal

The Philippines is vulnerable to the impact of high food prices as the country's poor spend almost 60 percent of their income on food, with 18 percent of that for rice. In 2008, the ADB¹ predicted that a 10 percent increase in the price of rice would result in a further 660 000 people being forced into poverty. The country is about 85 percent self-sufficient in rice; however, the sheer volume of import requirements (2.4 million metric tonnes in 2008) makes the Philippines the largest rice importer in the world, and particularly vulnerable to fluctuations in global prices. Even with adequate food supply levels through importation, subsidized rice had to be rationed in 2008 and consumers had to line up for hours in some places to get it². Successive typhoons in 2009, resulting in major floods in Luzon, were followed by periods of drought brought on by the El Niño phenomenon, destroying crops and pushing another two million people into poverty.

The Government of the Philippines, through the Department of Agriculture, responded to this situation by launching the Rice Self-Sufficiency Plan (RSSP) for 2009-2010. The Plan focuses on increasing rice productivity not only in irrigated areas, but also in rainfed and upland areas, which account for approximately five million hectares and support 20 million Filipinos. The RSSP aims to pursue location-specific interventions that can help farmers achieve higher yields, including the rehabilitation of irrigation systems for greater effectiveness and efficiency, the use of high-quality seeds, integrated crop management and the improved delivery of extension services.

Projects objectives and activities

The project aims to support the Government's efforts of attaining rice self-sufficiency by increasing rice yields and productivity through the promotion of small-scale irrigation systems (SSIS) and integrated crop management systems in rainfed rice areas of priority provinces as outlined and identified in the RSSP. The overall objective is "Enhanced food security of rice farming communities to buffer the effects of volatile food prices in the Philippines".

The project has five main outputs: (i) development of SSIS farmer capacity; (ii) development of SSIS human resources capacity; (iii) development of SSIS policy and institutional capacity; (iv) effective institutional and governance framework; and (v) effective monitoring and evaluation systems. Activities include: (i) creation and implementation of a Farmer Field School (FFS) specifically for SSIS development in rainfed areas; (ii) development of SSIS; (iii) agricultural production support; (iv) training of farmers, extension workers and other Government staff; (v) development of a 'rent-to-own' scheme; (vi) mobile phone management information system (MIS); (vii) development of rainfed agriculture policy; (viii) project management support; and (ix) monitoring, evaluation and visibility activities. Given that the scale of the project is relatively small in terms of the number of beneficiaries (approximately 4000), many of the activities are pilots for possible future interventions.

¹ Has Inflation Hurt the Poor? Regional Analysis in the Philippines, ERD Working Paper No. 112, ADB, 2008

² Milled Rice Update, GAIN, USDA FAS, Oct 2010

Innovative features

This project incorporates an innovative participatory development approach into an emergency-oriented response. Farmers help to develop the FFS curriculum, and they choose the types of pumps, equipment and inputs to be supplied through project interventions. The approach includes intensive farmer training (through the FFS), capacity building of departmental staff and provision of irrigation facilities to ensure longer-term benefits alongside the provision of shorter-term agricultural enhancement support.

The project is also developing innovative tools: mobile MIS; rent-to-own scheme; and SSIS FFS. The introduction of a mobile phone-based monitoring system, where each of the FFS and their facilitators upload information through text messages and data services, leverages the services of the phone companies (data services, mobile cash payments) with project MIS. Uploaded information is automatically entered into a web database to process and produce aggregate project summaries. The system allows for payment authorizations to be made to FFS facilitators, and will be linked to the PhilRice e-learning centre and the rent-to-own scheme. The project is linking the rent-to-own scheme with the FFS, whereby only farmers who have completed the school will be eligible to 'rent-to-own' equipment. This ensures that the maintenance and repayment of equipment will happen. The SSIS FFS is a new development and is one of the first to include a farming systems approach. It is reportedly being actively sought for use in other projects/programmes.

Achievements to date

The project is providing short- and longer-term benefit to farmers. The short-term results are encouraging, with a preliminary study³ indicating increases in rice yields of approximately 20 percent between project (2010) and baseline yields (2009) (further analysis is required). The training and supply of shallow tube wells (STW) and pump sets should ensure that these farmers (clusters) sustain the improved production levels. It is likely that there will be significant improvements in food security at the household level due to the increased production of staples and the amount of marketable surplus. This may have a spin-off effect at the village level, where there are a critical number of clusters. In the broader scope, at least in the short term, this intervention is unlikely to have a significant impact on the country's food security, as the number of beneficiaries is limited. However, given that it is a pilot for future activities relating to small-scale irrigation in rainfed areas, the longer-term impact could be far greater. There will likely be some improvements in household nutrition levels thanks to the promotion of alternative crops in the dry season, which provide dietary variation.

The project was initiated at the request of the country and has developed into a good example of a country-led initiative. It follows on from an earlier FAO-funded project⁴. The project dovetails with the Philippines RSSP, which is also supported by the IFAD/EU Rapid Food Production Enhancement Programme, in that it aims to increase rice production and productivity in rainfed areas. The project is being successfully managed by the strategic coordination of multiple institutions, including the Department of Agriculture, PhilRice, Bureau of Soils and Water Management, Agricultural Training Institute and the regional field units.

3 Preliminary report: Increasing rice yield and productivity through the promotion of small-scale irrigation and integrated crop systems in rainfed areas. Ryo Takahashi. 2010

4 "Increasing Rice Supply in Regions VIII and X by Improving Farmers' Capability through Technical Assistance Trainings and Demonstration of Rice Production Technologies cum Small-Scale Irrigation Facilities"

Lessons learned

This project has a relatively high cost per beneficiary, in comparison to other EUFF projects, due to the outlay for drilling and pump units and the emphasis placed on farmer support services through the FFS. This reflects the compromise between shorter-term emergency and development response interventions. The project is likely to become increasingly cost-effective as the rent-to-own scheme recovers funds from farmers and expands (to other rainfed farmers) as project innovations become incorporated into new projects and regular department activities.

Previous studies indicate that there is excellent potential to scale up SSIS in rainfed areas⁵ in the Philippines. Taking into account the effects of climate change, the benefits even from supplemental irrigation for the monsoon crop would have a significant impact on food security. To realise these opportunities, policy development and further assessments of the sustainability of groundwater resources are required.

The preliminary lessons that could be drawn from this project are that: (i) it is possible to successfully implement short-term irrigation projects (which traditionally run over much longer time frames) when dealing with SSISs; (ii) emergency responses can have a developmental approach; (iii) emergency responses can be participatory and managed locally; (iv) it is important to start policy dialogue early and keep focus within the scope of the project; (v) it is important to include systems for the management and monitoring of water resources, if they do not already exist (including community management for confined aquifers and smaller watersheds); and (vi) it is important to reduce the exclusion of the most vulnerable beneficiaries (due to cost sharing) and promote credit, marketing and input procurement activities within the farmer groups.

Way forward

The further development of rainfed areas, which are particularly vulnerable to food insecurity, remains a high priority for the Philippines. The success of this project needs to attract additional investments in this area. While this project has paved the way for further development of small-scale irrigation for rainfed areas, further investments should be flexible enough to think outside (but not necessarily exclude) irrigation.

To facilitate investments in rainfed areas this project has highlighted the need for an enabling environment with appropriate policies, particularly in relation to sustainable groundwater extraction and licensing. As such, much work needs to be done to assess the sustainability of water resources, in particular ground water. This requires improvements to the groundwater monitoring network, the issuing (and policing) of drilling and bore licences.

The products developed under the project have practical uses beyond the scope of this project, and while there is a comprehensive project visibility plan, perhaps a more concerted effort should be made to package and actively promote these products.

⁵ Collation, generation and validation of benchmark information for the preparation of a feasibility level proposal for an action program for accelerated shallow tubewell irrigation development. CGP/PHI/046/AUL, CEAT, FAO 2006

The Republic of Sierra Leone

Support to the implementation of the “National Agriculture Response Programme” (NARP)

The food price crisis was deeply felt in Sierra Leone, with the country experiencing a 50 percent increase in the price of rice from January to June 2008. The United Nations Country Team (UNCT) raised this as a potentially destabilizing issue for a country that recently ended a war. While prices have since stabilized but not decreased, the global financial crisis and economic downturn are creating additional concerns as the Sierra Leone diaspora may reduce the amount of remittances sent back to their families, which is thought to have been an important coping mechanism for dealing with high food prices.

In response to the food crisis, which most strongly affects low-income urban and peri-urban areas as well as smallholder food-deficit farmers, the Ministry of Agriculture, Forestry and Food Security (MAFFS), in close collaboration with development partners (i.e. FAO, WFP, IFAD, AfDB and a coalition of NGOs), developed its National Agriculture Response Programme (NARP). The NARP looks to increase food access and production over a period of three years (2008-2011) by introducing measures to boost production, facilitating access to markets (i.e. support to post-harvest transformation and storage, rehabilitation of rural access roads), providing short-term safety nets (in partnership with the World Food Programme [WFP]) and providing management support and capacity building to MAFFS staff.

The NARP, which is now fully integrated into the Government’s Smallholder Commercialization Programme (SCP), aims to establish a total of 195 Agriculture Business Centres (ABCs) that are owned and operated by existing Farmer-Based Organizations (FBOs), many of which started out as Farmer Field Schools (FFS). These ABCs together form a nationwide network of agribusiness service points that give rural coverage for retail outlets of agricultural inputs and tools. The ABC also serves as bulking centres for agricultural produce. It aims to provide rural farming communities with sustainable access to services for input and produce marketing, equipment hire services, communications and technical advisory services for production, processing, institutional capacity building and financial services. The ABC serves to strengthen the organization of farmers at community level to enable them to gain better access to services. Two categories of service providers – private sector and public sector – provide the ABC with different types of services as listed below.

- A. **Private sector intermediaries and agents provide:** input and hardware shops, bulk purchases of produce, service of equipments and financial audits.
- B. **Public services providers, including donors and NGOs, provide:** institutional strengthening of ABCs, enterprise development, record keeping, marketing techniques and information and communication systems.

These services outlined above are the key activities around which EUFF sub-programmes are currently being developed to support ABCs. Specific capacity-building programmes are being tailored to each sub-programme. Gender issues are being mainstreamed in each sub-programme and support to social safety net interventions is being incorporated into the district ABC forum activities.

The EUFF project has provided core funding for the start-up of the SCP by directly supporting the construction and equipment of 138¹ ABCs (benefiting 42 000 households), the distribution of agricultural

¹ While the initial plan was to establish 105 ABCs, cost savings generated by the project has allowed for the building of 33 additional ABCs for a total of 138 Centres.

inputs such as seeds and fertilizer and the provision of training to ABC Boards, machine operators and shop keepers. The EUFF also finances actions to directly support MAFFS (through training, operational budgets, equipment and technical advice) to help it coordinate and mentor the entire network of ABCs in the country.

Innovative feature

The SCP is a national initiative aimed at increasing the productivity of Sierra Leone's agricultural sector. The Programme aims to address the barriers that limit the ability of smallholder farmers to engage in commercial farming. MAFFS is strengthening the capacities of existing FBOs so that they can strongly participate in the production, processing and marketing of local goods. The ABCs are the vehicle to develop private farming enterprise by providing smallholders access to agricultural inputs and value-added services such as drying, storage, marketing and distribution which can reduce post-harvest losses and improve income earned from agricultural production.

The sustainability potential of the EUFF project intervention is strong as it is fully embedded in the SCP, which is the Government's flagship initiative to develop the agricultural sector. The SCP is the outcome of an extensive national process, involving consultation with stakeholders, development partners and experts as well as in-depth analysis of the agriculture sector in Sierra Leone. It therefore has Government support at the highest level, with strong ownership and visibility on the ground. The project builds upon and strengthens existing FBOs whose members share social ties and are accustomed to working with one another. With the focus on commercialization, the project looks to develop the skills of those who have an enterprising spirit. The strong emphasis on cost recovery contributes to its potential sustainability in the long run. The support being provided for the management of ABCs is being done with a view to eventually allow them to become private limited liability companies with full autonomy to run affairs of the ABC on behalf of the farmers after the end of the project

Achievements to date

The objectives and purpose of the project are in line with EUFF regulations. In particular, support to the development of ABCs will strengthen the productive capacities and governance of the commercial agricultural sector contributing to the sustainability of the intervention.

The *Agenda for Change*, Sierra Leone's second Poverty Reduction Strategy Paper, was published in 2008 and set out a five-year national plan for the country's development. Agriculture was clearly identified as one of four strategic priorities, and a critical factor in meeting Millennium Development Goal 1, reducing poverty and food insecurity. The Ministry of Agriculture, Forestry and Food Security (MAFFS) subsequently developed a National Sustainable Agriculture Development Plan (NSADP), a broad sector-wide framework for putting the objectives of the Agenda for Change into action. The EUFF project is thus fully in line with the development framework of MAFFS as it is supporting the implementation of the SCP, which is the spearhead element of the NSADP. The NSADP incorporates all previous food security initiatives in a coherent framework and is also Sierra Leone's Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) Compact. This assures that the project intervention responds to European Commission policies such as the Paris Declaration, the Accra Agenda for Action and the Effectiveness Agenda.

The EUFF project is also in line with the Rome Principles for Sustainable Global Food Security. The SCP is a well-designed, country-owned plan to promote the commercialization of smallholder agriculture under the CAADP framework. The project is implemented by MAFFS extension staff and features strong collaboration between multilateral partners as well as a twin-track approach to addressing food security. Technical support from the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) to develop FFS

and use ABCs as a tool for the commercialization of agriculture helps to address medium- to long-term food security issues, while the Food-for-Work (FFW) activities implemented by WFP for the construction of ABCs and rehabilitation of inland valley swamps of the lowland FBOs are an important safety net mechanism for vulnerable households.

While the EUFF is providing the largest contribution to the SCP, other funding has also been provided by the Republic of Ireland, Italy, the International Fund for Agriculture Development (IFAD), the Islamic Development Bank (IDB) and FAO. Funds from Irish Aid, Italy and the IDB have in particular supported the construction of an additional 22, 26 and 6 ABCs respectively, bringing the total number of ABCs operating under the SCP to 192. In June 2010, Sierra Leone received an allocation of USD 50 million from the Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP) to support the implementation of the SCP. A sustained and substantial commitment by all partners has thus been exhibited with the provision of necessary resources in a timely and reliable fashion for this multi-year programme.

Impact on Food Security

Through the interventions of the project, farmers are expected to intensify and diversify agricultural production, gradually move to permanent farming systems and increase productivity and marketable surplus. The project is equipping ABCs with machinery including threshers, hullers and cutters for rice as well as power tillers, cassava graters and fertilizers which will improve the productivity of farming. Although the SCP is still in the process of being implemented, some beneficiaries can already report improvements in their yields and enhanced income earned from farming. The project meets the needs of target groups (42 000 member of ABCs), whose success will in turn have a beneficial effect on local food availability and prices, thus strengthening poverty reduction and national food security. Strong efforts have been made to include women in the project activities; approximately 40 percent of FBOs being supported by the project are headed by women.

While the project has progressed rapidly in the construction, equipment and stocking of ABCs, **capacity-building activities** are also an integral component of the EUFF intervention to ensure sustainability in the long run. **Training materials** are being developed and tested regarding group organization and leadership, ABC governance and basics of accounting as well as materials for machine operators and shop keepers. **Training sessions** have also been held for ABC Board members on basic business development, entrepreneurship, governance/leadership skills and basic financial management (i.e. record keeping, budgeting and asset management). Shopkeepers and equipment operators have also been trained on the use and maintenance of power tillers, with more training planned for rice hullers, cassava graters and other small farm equipment.

Many FBOs that manage ABCs are the outcome of farmer field schools. The capacity to foster field-based experimentation and learning is central to the success of commercializing smallholder agriculture and developing the ABC system. A successful FFS programme requires a well-organized and functioning network of community facilitators (government extension agents) and farmer facilitators (farmers themselves who assume leadership with the FFS). The EUFF intervention provided an intensive four-month **FFS Training of Trainers (ToT)** course in which 42 SCP District Coordinators have been trained and are already practicing their newly acquired skills. The EUFF project has supported the establishment of 370 new FFS and promotes tools such as Agro-ecosystem Analysis, integrated crop management and participatory technology development to improve farming techniques and intensify production.

Lessons learned

The use of FBOs to establish and manage ABCs is a cost effective way of implementing the SCP as it builds on social ties and networks already established at the grassroots level. While the EUFF intervention is well-designed and implemented, the two-year time frame to carry out activities is quite

ambitious and short to allow optimal achievement of results and benefits planned. While the recent approval of the GAFSP funding will ensure continuity in the EUFF intervention, the additional funding can place pressures to further upscale the ABC model without stepping back to examine lessons learned from activities implemented thus far.

The EUFF has laid the foundation for the establishment of about 492 ABCs under the GAFSP by 2014. The GAFSP intervention under the SCP will begin with consolidation of 150 ABCs that have started under funding from the EUFF, Ireland, Italy and the IDB. These ABC's will now be retrofitted with sound institutional arrangements and stronger management systems following an intense programme of farmer institutional capacity building that is currently ongoing under the EUFF. A process to consolidate and further strengthen ABCs established by EUFF funding would thus be needed prior to any further expansion of the ABC model. In this regard, the project has maintained close contacts with IFAD, the supervising entity for the GAFSP funding, to ensure that any scaling up of the ABC model be conducted only after a process of consolidation.

Way forward

The EUFF intervention in Sierra Leone has played an important role in ensuring a transition from emergency to medium- and long-term response. The EUFF contribution to implement the NARP and SCP has played a catalytic role in mobilizing funding from other donors, the most significant being the recent approval of the USD 50 million funding from GAFSP. A portion of this GAFSP funding will directly support the development of FBOs and ABCs. This will thus ensure that the investments made by the EUFF project will continue to be supported until 2014, by which time it is expected that ABCs established under EUFF funding will be fully operational and able to function on their own without outside assistance. Coupled with the strong commitment of the Government, the exit strategy of the EUFF intervention is on solid footing.

The Republic of Zambia

Farmer Input Support Response Initiative (FISRI) to rising prices of agricultural commodities in Zambia

Zambia is a landlocked, sparsely populated country in south-eastern Africa. Prone to both droughts and floods, it also has some of the highest HIV/AIDS rates in the world. Such challenges have depleted the assets of farmers and left many facing hunger. Agriculture accounts for around 72 percent of all employment in Zambia; however, the poor use of land resources and lack of working capital has resulted in severely degraded soils, making it difficult for farmers to raise agricultural production beyond subsistence levels.

The United Nations identified Zambia as one of the countries at risk of being negatively affected by soaring agricultural input and commodity prices. Between January and May 2008, fertilizer prices increased by 40 to 50 percent, while at the same time the price for maize, the main staple, rose by over 25 percent. The rising cost of maize and other staples in 2007 and 2008 posed significant problems for already food-insecure Zambians, both in urban and remote food-deficit rural areas.

Project objectives and activities

The overall objective of the Farmer Input Support Response Initiative (FISRI) is to increase food production in order to ease the impact of high food prices. This is being done through improved access to agricultural inputs and the promotion of conservation agriculture principles among small-scale farmers in selected districts in the Central, Lusaka, Western, Southern and Eastern Provinces.

The project aims to:

- increase agricultural productivity and production through the provision of yield-enhancing inputs, such as fertilizers and improved seed varieties of legumes and cereals;
- boost household income through increased agricultural production and competitiveness;
- improve cost-effectiveness and efficiency of agricultural input use by training farmers in good agricultural practices and the basic tenets of conservation agriculture.

The project is reaching out to 3 920 smallholder farmers and 400 camp extension workers. Main activities include:

- facilitating the training of lead farmers and agricultural extension workers in conservation agriculture techniques by respected institutions such as the Golden Valley Agricultural Research Trust. Each lead farmer trains 15 other participating farmers, bringing the total number of beneficiary farmers to 58 800. FISRI has extended its activities to 16 additional districts for the 2010/2011 agricultural season;
- providing material support including seeds, fertilizers, CA tools (e.g. Magoye rippers) and development of training manuals. The project also organizes field days and extension visits to farmers and agro-dealers.

Innovative features

An innovative feature of the FISRI project is that, from its inception, it has built on a supportive policy framework and strong Government commitment (conservation agriculture is a Government policy). Its

activities are also aligned with other ongoing projects, thereby avoiding duplication of efforts and enhancing the sustainability of project interventions. By linking input distribution to innovative conservation agriculture practices, the FISRI project has helped to increase production and create awareness among smallholder farmers of the efficiency and sustainability of conservation agriculture as opposed to traditional farming systems.

The use of the voucher system in the project has illustrated how the private sector can be encouraged and partnered with at the local level, contributing to enhanced local economic development. The electronic voucher system has facilitated the creation of client-supplier relationships among smallholder farmers and local agro-dealers, whose businesses have been significantly enhanced by the FISRI project. The voucher system has empowered farmers to make decisions on which crops and varieties to grow and which conservation agriculture tools to acquire.

The electronic voucher system is more advantageous than the paper voucher system. It has helped to reduce the bureaucracy involved in providing subsidized input supplies and to stimulate competition among the agro-dealers. This in turn has also encouraged the establishment of agro-dealer businesses in new areas, allowing farmers to access quality inputs closer to their homes. In time, it is anticipated that agro-dealers will also become buyers of agricultural products such as cereals, legumes and oilseeds, thereby improving market access for farmers.

Achievements to date

EUFF objectives and principles

The Post-Harvest Survey of Conservation Agriculture Farms reported that maize yields on farms practicing basin-type conservation agriculture were 2.6 tonnes/hectare compared to 2.0 tonnes/hectare on farms engaging in conventional agriculture. This represents an increase of 30 percent. Other benefits of conservation agriculture, in terms of improving soil structure and increased organic matter levels, will become apparent in time. Several farmers reported that they had sold maize for the first time in their lives as a result of adopting conservation agriculture. Based on the experiences during the first year, the project is expected to contribute to strengthening the productive capacities and governance of the agricultural sector to enhance the sustainability of interventions, especially with a view to conservation agricultural practices.

Rome Principles

During both the preparation and implementation phase, the multilateral system, especially FAO, WFP and IFAD, has played an important role in ensuring sustained improvements in responsiveness and coordination. The project followed a comprehensive twin-track approach to food security consisting of: (i) direct action to immediately tackle hunger for the most vulnerable; and (ii) medium- and long-term initiatives to up-scale conservation agriculture, thereby putting agriculture on a more sustainable and productive footing.

Impact on food security

The enhanced agro-dealers network has had a positive impact on agriculture production in the targeted regions as producers have access to quality inputs at an affordable price (through the vouchers) and in quantities that are relevant to the area cultivated. In addition, the training and mentoring of lead farmers, who in turn train other smallholder farmers, have led to greater cohesion within communities and project target groups. Feedback received during the monitoring mission from officials of the Ministry of Agriculture and Cooperatives, extension workers, lead farmers, farmers and agro dealers, was universally positive. And, results from the Post-Harvest Survey clearly show increased yields in areas where conservation agriculture was applied as opposed to areas where traditional methods were used.

Lessons learned

- (i) It is important that projects work through **existing structures and entities and complement and build synergies and partnerships with ongoing national and international projects to increase impact and enhance sustainability**. This also facilitates the **scaling-up** of successful project components. In addition, the mainstreaming of programmes in regular institutions, both public and private, will help **tap into the institutional memories** of each stakeholder to support the needs assessment for each programme that is being planned. This contributes to a more effective identification of beneficiary needs and the improved choice of project activities and inputs to address these needs. **The merging of emergency programmes into development-oriented programmes should also be considered at the outset of operations.**
- (ii) Farmer registration, **training and follow-up mechanisms** need to be strengthened and continued in the near future. For example, farmers need better support in the correct use of agrochemicals as it has been verified that over-dilution can reduce the effectiveness of herbicides, resulting in lower productivity.
- (iii) There is a need to **continue strengthening the private sector agro-dealer networks** so that competition increases among them, leading to greater availability of a broad range of inputs to the farming community.
- (iv) The introduction of the **electronic voucher system** has significantly reduced the bureaucracy involved in subsidized input supplies and stimulated the expansion of agro-dealer businesses, bringing necessary inputs, such as improved seeds and fertilizers, closer to farming communities. Competition among agro-dealers has also visibly increased, resulting in lower input costs.
- (v) In the case of the Farmer Input Support Response Initiative (FISRI) project, **input delivery is done in the context of conservation agriculture**. This has contributed to improving land management, reducing soil losses and enhancing sustainability at farm level. Additionally, most of the activities are being implemented by existing provincial and district government staff, thereby contributing to enhanced sustainability. **The subsidized delivery of inputs, however, may be a heavy burden for the Government of Zambia to continue in the future and exit strategies need to be designed.**

Way forward

The project is in line with the Zambian sector strategy and the priorities of FAO and the EUFF. The strong national involvement and implementation of the project through the Ministry of Agriculture and Cooperatives (MACO), district and provincial services, Golden Valley Agricultural Research Trust (GART), Commercial Farmers Union (CFU) and other organizations, are to be commended.

However, it is important to discuss the project's exit strategy and scaling-up of project results, including the eventual phase-out of the physical inputs presently provided under the project. Finally, enhanced support to MACO in policy formulation, livestock-related activities and the creation of agricultural/seasonal credit instruments is required.

The Republic of Zimbabwe

Agricultural input assistance to vulnerable smallholder farmers in Zimbabwe and the coordination and monitoring of agricultural emergency interventions

Zimbabwe is a landlocked country in southern Africa with a population of about 12 million. The country's protracted socio-economic crisis has taken a toll on its agricultural sector, hitting the poorest farmers the hardest.

About 70 percent of the population makes a living from agriculture. However, steep declines in production over the years – brought on by the high cost and shortage of inputs, adverse weather conditions and policy constraints – have caused farmers' earnings to dwindle and food insecurity to rise.

Despite some recent mitigating factors (e.g. the dollarization of the economy contributing to price stabilization, and an increase in available cereals) and some effective coping strategies (e.g. remittances, wild food consumption and informal cereal imports), rural Zimbabwean families still face numerous production constraints. For one, agricultural inputs (cereal seed and fertilizer) are expensive and often in limited supply, especially fertilizer. Many households do not have sufficient amounts of grain or maize and have seen their assets continue to erode. Because of high grain prices, many households are only able to eat one meal of maize per day instead of two as in previous years.

In order to boost production to meet food requirements, the country's small-scale communal farmers need to be provided with agricultural inputs in a timely manner.

Project objectives and activities

The project's overall goal is to improve vulnerable households' livelihoods as well as their access to food. In collaboration with Government structures, the project aims to reach farmers involved in crop and livestock productions in communal and old resettlement areas. The three main components include: coordination of emergency programme activities; monitoring; and input distribution.

Systematic monitoring of the agriculture sector is critical given the country's continuously changing operational environment. This includes monitoring NGOs and conducting national assessments. The results of the different monitoring activities provide humanitarian actors with crucial information for measuring the impact of current interventions and for programming future activities. Monitoring results can also be used to inform and influence policy.

The project has assisted up to 150 000 farmers with appropriate inputs for the 2009/10 agricultural season. Efforts have been made to link up with and complement other activities under the "coordination" umbrella, where areas of chronic food insecurity have been identified and prioritized according to vulnerability criteria.

The input assistance component has focused on the timely delivery of seed (mainly maize and sorghum) and fertilizer packs, combined with simple extension messages (timely planting, plant spacing, weeding and correct application of fertilizer) to communal farmers. Implementing partners (NGOs and AGRITEX) have been involved in beneficiary selection, verification, distribution of inputs and extension support.

Some **concrete activities** include: the procurement and delivery of seeds and fertilizers through NGOs; the monitoring of input distribution and planting of seeds on a regular basis; effective coordination among stakeholders engaged in agricultural relief interventions in Zimbabwe; the chairing of various agricultural working groups; the development of guidelines for standards and agricultural sector strategies; and capacity building of AGRITEX and NGOs.

Innovative features

An innovative feature of the European Union Food Facility (EUFF) project is that it has **significantly strengthened the institutional coordination framework through effective communication and management** to enhance cooperation and planning among stakeholders engaged in agricultural relief interventions in Zimbabwe. Monthly Agricultural Working Group (ACWG) meetings and a donor forum have been set up to ensure coordination and to minimize duplication. The ACWG meeting is attended by the vast majority of stakeholders involved in the agriculture sector, while the donor forum includes members from key donors to the sector over the past few years.

By building on achievements and lessons learned by the FAO Emergency Relief Coordination Unit (ERCU) over the past few years, the project has promoted consistency in various areas of assistance. For example, coordination activities and the sharing and dissemination of information have been done through the ACWG. Monitoring activities have been conducted to take stock of lessons learned.

Technical training has been provided to enhance the capacity of local institutions. Coordination among key stakeholders has been enhanced through the different fora for discussion, information sharing and provision of technical guidelines and maps/statistics showing the extent and scope of agricultural interventions. All agricultural working groups are functioning and working together. This has resulted in the creation of a common position and development agenda to be implemented by the humanitarian community.

Within the framework of the Agricultural Working Group, updates on the current status of the agricultural sector have been disseminated by a number of stakeholders, including the Government of Zimbabwe (Ministry of Agriculture, National Early Warning Unit, and the Meteorological Department) and FAO. A particular emphasis has been given to programmes implemented by the humanitarian community, and their interaction with Government plans.

Another important innovative feature is **the strong emphasis on extension and training**. Three agronomic training sessions for trainers were carried out, focusing on pre-planting, in-field management, yield estimation and post-harvest training. All had a component on HIV/AIDS and nutrition. Three sets of key agronomic information from each of the trainings were produced and distributed to input providers and AGRITEX staff for use in the field. In each of the 21 targeted districts, at least two agronomic field technical backstopping missions were carried out.

Achievements to date

EUFF objectives

The project has encouraged a positive supply response from the agricultural sector by increasing access to good quality maize seed and other agricultural inputs for at least 176 000 communal households. This in turn has contributed to reducing the negative effects of volatile food prices on the local population.

Rome Principles

The EUFF project fosters strategic coordination and stakeholder involvement. The Government is committed to enhancing agricultural production. It adheres, to a certain degree, to Principle 3, which strives for a comprehensive twin-track approach to food security that consists of: (i) direct action to immediately tackle hunger for the most vulnerable; and (ii) medium- and long-term sustainable agricultural, food security, nutrition and rural development programmes to eliminate the root causes of hunger and poverty, including through the progressive realization of the right to adequate food. By enhancing the coordination mechanism (i.e. AGWG) the project also ensures sustained improvements in efficiency, responsiveness, coordination and effectiveness (Principle 4).

Impact on food security

In Zimbabwe, the project's beneficiaries managed to get an average maize yield of about 1.13 tonnes/hectare. This represents a 100 percent increase compared to the average yield obtained by non-project beneficiaries in the same districts (0.57 tonnes/hectare). Beneficiaries recorded higher maize yields than their non-beneficiary counterparts in all areas except in Hurungwe district, where the early planted crop is reported to have been adversely affected by a mid-season dry spell. Sorghum seed beneficiaries performed better than their counterparts in all areas, except in Masvingo. Beneficiaries managed to get an average sorghum yield of 0.40 tonnes/hectare compared to the 0.26 tonnes/hectare produced by non-beneficiary farmers (a difference of about 54 percent).

In terms of food security, the project contributed to about 85 and 28 percent of beneficiaries' total annual cereal requirements for maize and sorghum respectively.¹

Lessons learned

Zimbabwe has been experiencing a protracted socio-economic crisis for almost a decade, which continues to affect all sectors of the economy and all sections of the population, particularly the poor and vulnerable. The once prosperous economy has recorded nine consecutive years of negative growth as a result of a drastic reduction of output in all productive areas (notably agriculture, industry, manufacturing, mining and tourism). The consequence of such a collapse has been a severe reduction or complete interruption of services provided by the state. Millions of Zimbabweans have already left the country, owing to increasing levels of unemployment, falling living standards and critical shortages of basic commodities. It is evident that under such harsh and unstable conditions, the enabling environment may not be conducive to guaranteeing long-term sustainability. However, an important **lesson learned from the EUFF project is that even in unstable economic and political environments, donor programmes can positively impact on food security.**

Way forward

The programme was designed to take advantage of and reinforce existing coordination structures and field expertise and to avoid the creation of new or parallel forms of operations. Therefore, by complementing and improving upon past and ongoing initiatives, the programme does not require a formal "exit strategy". The strong emphasis on training and extension in the programme's design ensures that beneficiaries of input assistance are equipped with new farming skills, enabling them to improve their field operations and become more food secure and less dependent on free food or agricultural handouts. At the same time, the strengthening of coordination mechanisms is expected to assist in the discussion, analysis and design of future programmes adapted to the new needs and realities on the ground, and to mobilize further support for the continuation and up-scaling of successful and sustainable programmes.

¹ Annual per capita cereal requirement is 133 kg. An average household of 5 members requires 665 kg/year.



Pour plus d'informations, s'adresser au:
Sous-directeur général
Département de la coopération technique
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et
l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie
Tél: + 39 06 57051
Fax: + 39 06 57053152
E-mail: FAO-HQ@FAO.org
www.fao.org